

# L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE



➤ **Mythes, dangers,  
désappropriation et résistances**

Nouveaux Cahiers du socialisme

**Collectif d'analyse politique**

**N° 31  
printemps 2024**

Les *Nouveaux Cahiers du socialisme* sont publiés deux fois par année par le Collectif d'analyse politique (CAP). Les orientations du CAP sont accessibles à : [www.cahiersdusocialisme.org/qui-sommes-nous/](http://www.cahiersdusocialisme.org/qui-sommes-nous/).

**Comité de rédaction :** Flavie Achard, Milan Bernard, Salvador David Hernandez, Chantal Ismé, Pierre Mouterde, Alain Saint-Victor, Fanny Theurillat-Cloutier, André Vincent, Carole Yerochewski

**Responsable des notes de lecture :** Philippe Boudreau

**Responsable de la partie Parcours militant :** Guillaume Tremblay-Boily

**Coordination du dossier :** Flavie Achard, Édouard Lavallière, Pierre Mouterde et André Vincent

**Coordination du numéro :** Flavie Achard

**Révision linguistique :** Flavie Achard, Chantal Beaudry

Note : L'orthographe rectifiée est utilisée partiellement depuis le no 29.

**Mise en pages et couverture :** Cynthia Kamel

**Administration :**

Collectif d'analyse politique

CP 35062 Fleury

Montréal (Québec) H2C 3K4

Courriel : [cap@cahiersdusocialisme.org](mailto:cap@cahiersdusocialisme.org)

Site Web : [www.cahiersdusocialisme.org](http://www.cahiersdusocialisme.org)

Membre de la Société de développement des périodiques culturels québécois (SODEP)

**Abonnement ou achat (imprimé ou numérique) :**

[www.cahiersdusocialisme.org/abonnement/](http://www.cahiersdusocialisme.org/abonnement/)

Les *Nouveaux Cahiers du socialisme* sont disponibles sur la plateforme Érudit.

**Diffusion et distribution au Canada francophone :**

Diffusion Dimedia, 539, boul. Lebeau, Saint-Laurent, QC, H4N 1S2

<http://www.dimedia.com>

Tous droits de reproduction et d'adaptation réservés; toute reproduction d'un extrait quelconque de la revue par quelque procédé que ce soit, et notamment par photocopie ou microfilm, est strictement interdite sans l'autorisation écrite de l'éditeur.

**Dépôt légal :**

Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ)

Bibliothèque et Archives Canada (BAC)

© Collectif d'analyse politique

ISSN : 1918 4662 (version imprimée)

ISSN : 1918 4670 (version en ligne)

ISBN : 978-2-924554-34-0 (version numérique, format PDF)

ISBN : 978-2-924554-33-3 (version imprimée)

Imprimé au Canada en mars 2024

NUMÉRO

31

Nouveaux Cahiers du socialisme  
printemps 2024

Éditorial

07

*S'il est minuit dans le siècle*

Carole Yerochewski, pour le comité  
de rédaction

**DOSSIER : L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE. MYTHES, DANGERS,  
DÉSAPPROPRIATION ET RÉSISTANCES**

Introduction  
au dossier

13

**L'intelligence artificielle. Mythes, dangers,  
désappropriation et résistances**

Flavie Achard, Édouard Lavallière,  
Pierre Mouterde, André Vincent

24

**Intelligence artificielle 101**

André Vincent

De quelques  
bouversements  
structurels

46

**Penser politiquement les mutations du  
capitalisme à l'ère de l'intelligence artificielle**

Maxime Ouellet

56

**Vers une théorie globale du capitalisme  
algorithmique**

Jonathan Durand Folco, Jonathan Martineau

68

**L'intelligence artificielle et les algorithmes :  
au cœur d'une reconfiguration des relations  
internationales capitalistes**

Giuliana Faccioli, Jonathan Martineau

79

**L'intelligence artificielle, une puissance  
médiocre**

Philippe de Grosbois

- 89 **La privation de monde face à l'accélération technocapitaliste**  
Eric Martin
- 100 **Quelques leçons des féministes marxistes pour penser l'intelligence artificielle autrement**  
Myriam Lavoie-Moore
- De quelques effets bien concrets**
- 108 **Capitalisme de surveillance, intelligence artificielle et droits humains**  
Dominique Peschard
- 119 **L'intelligence artificielle comme lieu de lutte du syndicalisme enseignant**  
Caroline Quesnel, Benoit Lacoursière
- 129 **L'intelligence artificielle et la fonction publique : clarification des enjeux**  
Jérémi Léveillé
- 138 **Les temporalités sociales et l'expérience du temps à l'ère du capitalisme algorithmique**  
Jonathan Martineau
- De quelques considérations sur l'avenir**
- 150 **Dépasser le capitalisme algorithmique par les communs ? Vers un communisme décroissant et technosobre**  
Jonathan Durand Folco

## **PARCOURS MILITANT**

- 167 **Rachel Bédard, éditrice féministe**  
Entrevue réalisée par Guillaume Tremblay-Boily

## **CHRONIQUE HISTORIQUE**

- 180 **L'Université ouvrière de Montréal et le féminisme révolutionnaire**  
Mélissa Miller

## BILAN DE LUTTES

- 191 **Grève du secteur public 2023 :  
mobilisation inspirante et espoir déçu ?**  
Fanny Theurillat-Cloutier

## CONJONCTURE

- 200 **Libérer la parole citoyenne face à une école  
qui va mal**  
Jean Trudelle
- 207 **Au nom de la transition : utilisation de la crise  
climatique et hégémonie du capital  
d'extraction**  
Cynthia Morinville
- 216 **Nommer et combattre un système  
d'immigration colonialiste et raciste**  
Carole Yerochewski
- 225 **Haïti 2024 : la situation périlleuse  
d'une aventure démocratique**  
James Darbouze
- 234 **Le Chili, après deux refus des propositions  
constitutionnelles**  
Sebastian Vielmas

## NOTES DE LECTURE

- 239 **Robert Leroux, *Les deux universités***  
Learry Gagné
- 242 **Catherine Dorion, *Les têtes brûlées.  
Carnets d'espoir punk***  
Philippe Boudreau
- 245 **Samir Saul, *L'impérialisme, passé et présent.  
Un essai***  
Mario Charland

## LES AUTRICES ET AUTEURS

250

# Éditorial

## ***S'il est minuit dans le siècle***<sup>1</sup>

Carole Yerochewski, pour le comité de rédaction<sup>2</sup>

Malgré les nombreuses protestations à travers le monde et dans leur propre pays, émanant de divers groupes, y compris d'organisations rassemblant des Juifs<sup>3</sup>, plusieurs gouvernements occidentaux continuent de soutenir le gouvernement israélien. Pourtant, ils ont, et les États-Unis en particulier, les moyens de faire pression afin de faire cesser immédiatement le génocide en cours du peuple palestinien. Ce génocide accompagne les volontés de recolonisation de la bande de Gaza par l'extrême droite israélienne<sup>4</sup> qui a pris le prétexte des représailles des crimes inhumains commis par le Hamas le 7 octobre dernier pour la mettre en œuvre à grande échelle.

Ce constat sur l'attitude de puissances occidentales en dit long sur l'époque que nous vivons, alors que les classes dirigeantes gagnées par le néolibéralisme ont perdu le sens de l'intérêt collectif et qu'elles préfèrent continuer leurs calculs stratégiques en défense de leurs intérêts à court terme. Car qui peut ignorer que la haine et la violence alimentent le désespoir et la haine et la violence ? D'une certaine façon, Israël en est l'illustration, avec sa population prise en tenaille par un gouvernement sioniste d'extrême droite, qui instrumentalise la Shoah et prétend parler au nom des Juifs de la planète.

- 
- 1 Ce titre est celui d'un livre écrit en 1939 par Victor Serge, anarchiste gagné au trotskysme pendant la Révolution russe, qui a été emprisonné par Staline et qui dénonce cette machine à broyer les êtres humains, en redonnant un visage et un nom à ces opposantes et opposants qui mourraient dans l'anonymat, comme meurent aujourd'hui tant de Palestiniennes et de Palestiniens broyés par les bombes de l'armée israélienne.
  - 2 Carole Yerochewski et le comité de rédaction remercient Rabih Jamil pour sa participation à la réflexion qui a conduit à l'écriture de cet éditorial.
  - 3 Comme Voix juives indépendantes Canada, et d'organisations ou représentants et représentantes de Juifs sionistes, selon les pays, notamment aux États-Unis.
  - 4 Rania Massoud, « En Israël, l'extrême droite rêve tout haut à la recolonisation de Gaza », *Radio-Canada*, 22 décembre 2023.



Les élites néolibérales, y compris lorsqu'elles flirtent avec l'extrême droite et mettent en œuvre des politiques autoritaristes, n'ignorent pas qu'une part de consentement de certaines couches de la société est nécessaire pour gouverner. Comme disait Talleyrand à Napoléon : « On peut tout faire avec des baïonnettes, sauf s'asseoir dessus<sup>5</sup> ». Les refus de certains pays, dont le Canada et le Québec, de voter une résolution appelant au cessez-le-feu à l'Assemblée des Nations unies est un non-sens criminel. Mais le soutien inconditionnel à Israël est sans doute une façon d'alléger la culpabilité de l'Europe et des États-Unis. Car, dès 1942, Roosevelt, Churchill et d'autres savaient ce qui se passait dans les camps d'extermination, mais n'ont rien fait pour arrêter la Shoah. Depuis, on laisse le sionisme développer son récit de l'histoire sur le thème : « Seul Israël peut assurer la sécurité des Juifs ». Ce qui ressemble à une gigantesque tartufferie quand on regarde la montée de l'antisémitisme un peu partout dans le monde depuis le début des représailles génocidaires<sup>6</sup>.

Mais les classes dirigeantes n'ont-elles jamais eu une vision du bien commun quand les populations du Sud global sont en jeu ? Plus de cinq cents ans d'histoire faite de génocides des Autochtones, de traite des Noirs africains et de l'esclavage, de colonialisme, de racisme et d'antisémitisme nous ont démontré le contraire.

Aujourd'hui, lorsque l'on compare les réponses occidentales à l'invasion de l'Ukraine par la Russie et celles suivant la destruction en cours de Gaza et de ses habitants par Israël, on constate qu'il n'y a aucun support gouvernemental digne de ce nom des Palestiniens et Palestiniennes. Pire, plusieurs pays occidentaux, dont le Canada, les États-Unis, l'Italie et la Grande-Bretagne ont immédiatement coupé le financement de l'UNRWA<sup>7</sup>, un organisme des Nations unies, sur les seules allégations d'Israël au sujet d'une participation d'employés de cet organisme aux attaques du Hamas le 7 octobre. Pourtant, dans d'autres situations où des employés d'organismes de l'ONU ou des Casques bleus étaient accusés de viols et d'autres atrocités lors d'interventions, les sanctions n'ont pas été dirigées contre les organismes<sup>8</sup>, car on arguait, avec raison, qu'il ne fallait pas confondre leur raison d'être avec le personnel employé ou mobilisé. En outre, ces allégations sont intervenues juste après qu'ait été confirmé, le

5 « Sauf s'asseoir dessus » exprimait le fait qu'on ne peut se reposer sur la force, c'est-à-dire gouverner sans craindre ou risquer des protestations et des contre-réactions à cette violence.

6 L'antisémitisme et le racisme anti-arabe ont décuplé ces derniers mois un peu partout. Voir à ce sujet : Tamara Alteresco, « Montée de l'antisémitisme en France », reportage de *Radio-Canada*, 6 novembre 2023 ; Oona Barrett, « Comprendre la montée de l'antisémitisme », *Pivot*, 17 novembre 2023 ; « Deux expertes de l'ONU dénoncent la montée de l'antisémitisme et de l'islamophobie dans le monde », *ONU info*, 22 décembre 2023.

7 UNRWA : United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East; en français, l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.

8 Human Rights Watch, « République centrafricaine : Des viols commis par des Casques bleus », 4 février 2016, <<https://www.hrw.org/fr/news/2016/02/04/republique-centrafricaine-des-viols-commis-par-des-casques-bleus>>.

26 janvier dernier, le risque de génocide des Palestiniens par la Cour internationale de justice, qui avait été saisie par des avocats de l'Afrique du Sud, ce pays où la population noire a mis fin à l'apartheid. Or, l'arrêt du financement de l'UNRWA va transformer le risque de génocide des Palestiniens en réalité.

L'UNRWA joue en effet un rôle essentiel dans la survie du peuple gazaoui qui, en plus des bombardements, subit la soif, la famine et les épidémies en raison du blocus en eau, nourriture, électricité et essence imposé par Israël. Car Israël contrôle tout dans la bande de Gaza. C'est son gouvernement et son administration, ses services secrets, son armée qui décident de tout ce qui se passe à Gaza, et même de qui peut travailler pour l'UNRWA ou bénéficier d'une autorisation pour rejoindre sa famille en France ou au Canada !

Pour les gouvernements occidentaux qui ont choisi de refuser de réclamer un cessez-le-feu immédiat, toutes les vies n'ont pas la même valeur. C'est ce qu'on retiendra au-delà des calculs stratégiques de Biden et de ses conseillers qui ne veulent pas donner l'impression qu'ils ne soutiennent plus Israël – ce qui risque par ailleurs de saper les chances que le Parti démocrate l'emporte sur Trump. Les États-Unis ont, il est vrai, durci leur discours, puis annoncé des sanctions contre les colons israéliens qui, profitant du chaos régnant, sévissent brutalement et souvent mortellement en Cisjordanie. Mais selon cette stratégie des petits pas diplomatiques, qui demande du temps, les Palestiniens font figure de « dommages collatéraux ». Cela est inadmissible, même si Biden et son administration prennent soin de ne pas confondre la population israélienne avec son gouvernement, et préfèrent attendre que Netanyahu soit obligé de partir pour mettre en œuvre un cessez-le-feu et la solution à deux États prévue par l'ONU depuis 1947 et prémisses des accords d'Oslo en 1993. Si tant est que cette solution soit encore viable, alors que c'est Netanyahu lui-même et sa clique d'extrême droite qui ont aidé le développement du Hamas – dont on ne peut ignorer les méthodes de gestion par la terreur sur la bande de Gaza<sup>9</sup> – parce qu'ils misaient sur le fait que le Hamas, qui était comme eux opposé à ces accords, les fasse échouer. Ces accords représentaient pourtant d'importants reculs par rapport aux aspirations des Palestiniens à reconquérir leur territoire de 1967<sup>10</sup>. Ils résultaient notamment du soutien inconditionnel des États-Unis et d'autres puissances occidentales pour Israël, mais aussi du manque de vision politique de Yasser Arafat, dirigeant de l'Organisation de libération de la Palestine, majoritaire à l'époque parmi les Palestiniens, et de

9 Voir un état des lieux par Amnistie internationale : <<https://www.amnesty.org/fr/location/middle-east-and-north-africa/palestine-state-of/report-palestine-state-of/#:~:text=%C3%80%20Gaza%2C%20le%20climat%20g%C3%A9n%C3%A9ral,conduisant%20souvent%20%C3%A0%20l'autocensure>> ; AFP et *Le Figaro*, « Gaza : un émissaire de l'ONU condamne la répression par le Hamas de manifestations », 17 mars 2019.

10 Voir l'analyse d'Edward Saïd, « Au lendemain d'Oslo », 1993, dans lequel il rappelle les conditions pour mettre en œuvre une autodétermination palestinienne, un objectif oublié dans les discours actuels : <<https://blogs.mediapart.fr/t-allal/blog/260124/pour-memoire-au-lendemain-doslo-dedward-said>>.

l'absence d'un réel appui des gouvernements des pays arabes. Malgré de grandes déclarations, ces derniers ont plus souvent laissé les Palestiniens à leur sort, quand ils ne les ont pas réprimés, préférant normaliser leurs relations avec Israël et l'Occident.

Combien de temps encore avant que les Israéliennes et les Israéliens ne mettent Netanyahu à la porte ? Car la majorité enrage contre leur premier ministre depuis leur mobilisation massive contre un projet de réforme judiciaire antidémocratique, bien avant le 7 octobre. Mais critiquer les politiques n'était plus dans les priorités depuis le 7 octobre, hormis pour celles et ceux qui risquent leur propre vie pour documenter et défendre les Palestiniennes et les Palestiniens de Cisjordanie contre les crimes qui se multiplient de la part des colons israéliens. En partie sous l'emprise d'un Netanyahu qui gouverne « par la peur<sup>11</sup> », la population est surtout focalisée sur les otages encore détenus par le Hamas et ses satellites, et sur les crimes commis le 7 octobre dernier, que certains vont jusqu'à qualifier de nouvelle Shoah, pratiquant aussi du coup une « autre forme de révisionnisme », comme le remarque Laurel Leff dans *Haaretz*<sup>12</sup>, le seul journal israélien qui maintient une volonté critique d'information. Mais dans leur majorité, les Israéliens semblent indifférents au sort des Palestiniens. Quelques centaines ont toutefois manifesté le 18 janvier dernier à Tel-Aviv, pour réclamer un cessez-le-feu, expliquant notamment que « la guerre est mauvaise pour les Israéliens et pour les Palestiniens », mais « bonne pour le Hamas et pour Bibi<sup>13</sup> ». On est loin cependant des dizaines de milliers de manifestantes et manifestants qui défilaient au cours d'époques précédentes pour la paix avec les Palestiniens<sup>14</sup>. Selon un manifestant, le 18 janvier, la plupart des Israéliens « soit ne veulent pas comprendre ce qui se passe à Gaza, soit préfèrent détourner les yeux<sup>15</sup> ». Cela changera-t-il avec la reprise, début février, de manifestations contre le gouvernement Netanyahu, dont les prises de position reposent sur les mêmes soubassements racistes, xénophobes et colonialistes que les discours ou des lois anti-immigrants portés par une partie de l'extrême droite européenne ?

---

11 Netanyahu a été désigné comme « le plus grand marchand de peur de l'histoire d'Israël » par le journal *Haaretz*, qui sous-titre « Comment les tactiques de peur de Netanyahu manipulent les Israéliens », 27 janvier 2024, <<https://www.haaretz.com/israel-news/2024-01-27/ty-article-magazine/.highlight/no-one-generates-fear-like-him-how-netanyahus-scare-tactics-manipulate-israelis/0000018d-47c8-d02c-a79f-47db0d710000>>.

12 Laurel Leff, « Comment la Nakba a éclipsé l'Holocauste dans les médias américains depuis le 7 octobre », *Haaretz*, 10 décembre 2023, <<https://www.haaretz.com/opinion/2023-12-10/ty-article-opinion/.premium/how-the-nakba-has-eclipsed-the-holocaust-in-u-s-media-since-october-7/0000018c-5328-db23-ad9f-7bf8c3be0000>>.

13 Surnom du premier ministre Benjamin Netanyahu.

14 Voir La Paix maintenant, un mouvement extra-parlementaire israélien : <[https://fr.wikipedia.org/wiki/La\\_Paix\\_maintenant](https://fr.wikipedia.org/wiki/La_Paix_maintenant)>.

15 Voir Aya Batrawy, « Israeli protesters demand Gaza cease-fire in rare anti-war march through Tel-Aviv », *Wamu* 88.5, 19 janvier 2024, <<https://wamu.org/story/24/01/19/israeli-protesters-demand-gaza-cessate-fire-in-rare-anti-war-march-through-tel-aviv/>>.

Dans un message (*post*) qui circulait sur Facebook en ce début d'année, il était écrit : « Ce qui est mort à Gaza, c'est l'idée que l'Occident incarnait l'humanité et la démocratie<sup>16</sup> ». Historiquement parlant, cette idée est morte avant, en 1942, et encore avant, pendant les siècles de domination coloniale qui ont précédé. La différence aujourd'hui, c'est que le génocide se déroule en direct, documenté par des journalistes palestiniens qui perdent la vie<sup>17</sup>, les uns après les autres, dans ce combat destiné à informer et à restituer un nom, une voix et une histoire à ces dizaines de milliers d'êtres humains, femmes et enfants en premier lieu, qui sont morts ou mutilés.

La différence tient aussi dans le fait que les populations, qu'elles soient au Sud ou au Nord, sont plus sensibles aux enjeux. Les aspirations à l'égalité et à la démocratie se sont élargies pour intégrer une vision intersectionnelle des dominations et une conscience des rapports de pouvoir Nord-Sud – en témoigne l'ampleur des manifestations pour le cessez-le-feu, notamment dans ces pays occidentaux conduits par un néolibéralisme ravageur pour les pauvres, les minorités ou groupes minorés et les femmes. Dès lors, on peut croire en la capacité des êtres humains à se saisir de cette relativisation de l'héritage occidental pour poursuivre et mettre en pratique d'autres visions du monde.

En attendant, nous sommes dans ce moment dont parlait Gramsci lorsque l'Italie était dirigée par Mussolini et que le fascisme faisait des émules : « Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres ». Cela, avec des conséquences désastreuses en termes de vies humaines.

---

16 Notre traduction.

17 Plus de 80 journalistes sont morts depuis le début des représailles. Voir Yunnes Abzouz et Rachida El Azzouzi, « Journalistes tués en Palestine : comment et pourquoi Mediapart a enquêté », 11 février 2024, <<https://www.mediapart.fr/journal/international/110224/journalistes-tues-en-palestine-comment-et-pourquoi-mediapart-enquete>>. Une veillée en leur honneur a été organisée le 11 janvier dernier à Montréal par Palestinian Youth Movement avec la participation de plusieurs organisations dont Voix juives indépendantes.

# Introduction au dossier

## L'intelligence artificielle

### Mythes, dangers, désappropriation et résistances

Flavie Achard, Édouard Lavallière, Pierre Mouterde, André Vincent

Ce n'est pas d'hier que le capitalisme mondialisé développe et s'approprie les techniques et les technologies les plus avancées et productives pour générer plus de capital privé par l'exploitation du travail et par la consommation étendue à l'échelle de l'humanité. Le capitalisme a aussi mis en place des mécanismes de discrimination qui surexploitent les plus dominé·e·s afin de maximiser les profits.

L'intelligence artificielle (IA) fait partie de ce monde capitaliste. Elle est présente dans nos vies depuis quelques décennies sous différentes formes, on n'a ici qu'à penser à la reconnaissance vocale en téléphonie déployée en 1995 par Bell Canada, pionner mondial dans ce domaine, en éliminant au passage quelques milliers d'emplois occupés principalement par des femmes. Dans cette joyeuse marre aux algorithmes, les enjeux sont de l'ordre de centaines de milliards de dollars.

Jusqu'ici le développement et le déploiement de l'IA se faisaient plutôt discrets dans des centres de recherche enfouis dans les universités, en « partenariat » avec quelques géants de l'univers numérique. On nous en laissait parfois entrevoir quelques applications « innovantes », dans le domaine de la médecine, de l'automobile autonome, de la reconnaissance faciale, etc. Mais cela restait sous la bonne garde des géants de ce monde.

Mais voilà qu'à la fin de 2023 retentit un coup de tonnerre médiatique dans ce merveilleux univers numérique. L'IA générative, qui depuis une bonne décennie était réservée aux entreprises qui pouvaient se la payer, devient accessible à monsieur et madame Tout-le-Monde sous la forme du robot conversationnel ChatGPT.

La nouvelle a fait fureur et elle n'a pas tardé à déclencher de par le monde un déluge de commentaires et de jugements à l'emporte-pièce. Voilà que l'on pouvait, par le biais d'une simple application, disposer des services d'un robot conversationnel apparemment prodigieux capable de générer instantanément une dissertation de qualité sur n'importe quel sujet de son choix dans la langue de sa convenance.

Bien que l'IA générative sous forme de robot conversationnel ne soit qu'une sous-branche des applications de l'IA basée sur l'apprentissage profond – l'IA couvre beaucoup plus large – il n'en fallut pas plus cependant pour que sur les médias sociaux et dans les grands médias institutionnels finisse par s'imposer un nouveau discours hégémonique en la matière, un discours passe-partout et tout puissant, globalement favorable à l'intelligence artificielle de dernière génération ainsi qu'à ses multiples déclinaisons possibles. Cela est présenté comme quelque chose d'inéluctable et d'indispensable à notre vie future, mettant en sourdine ou à la marge, ou encore passant sous silence bien des dimensions problématiques de l'intelligence artificielle<sup>1</sup>.

En guise d'introduction à ce dossier sur l'IA, nous voulons déchiffrer cet emballement pour l'IA et montrer ce qu'il y a derrière ce discours devenu si prégnant, en mettant en évidence comment il reste difficile dans nos sociétés contemporaines de faire la part des choses en matière de découvertes ou de progrès scientifiques et techniques, au point de jouer à l'autruche devant une multitude de dangers pourtant des plus inquiétants.

## Sur l'idée de progrès

Il faut dire que pendant longtemps, modernité oblige, nous avons été portés – y compris à gauche – à doter le progrès économique et technique d'un indice hautement positif.

Après l'imprimerie en 1450, la machine à vapeur en 1770, le moteur à explosion en 1854, l'électricité en 1870, les technologies de l'information et de la communication dans les années 1970 et aujourd'hui l'intelligence artificielle, nous pourrions facilement imaginer être partie prenante d'une vaste trajectoire historique pleine de promesses, nous délivrant pas à pas de lourdes tutelles pesant sur notre humanité. Comme si, en nous laissant emporter par l'inéluctable passage du temps, le futur allait nécessairement nous offrir un avenir meilleur que le présent ou le passé.

On a tous en tête des images fortes – par exemple dans le dernier film de Sébastien Pilote, *Maria Chapdelaine* – de l'existence que menaient nos ancêtres à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ou au début du XX<sup>e</sup> dans ce pays de froid et de neige qu'était le Québec.

---

1 Voir à titre d'exemple l'émission spéciale de deux heures de Radio-Canada le 7 décembre 2023, *L'intelligence artificielle décodée*, <[www.youtube.com/watch?v=QFKHd2k\\_RNE](https://www.youtube.com/watch?v=QFKHd2k_RNE)>.

Ils n'avaient ni eau courante ni électricité ni médecin assuré. Pour survivre et pour faire face aux défis d'une nature hostile, il ne leur restait qu'une vie faite de bûchage acharné et de durs travaux agricoles, d'économies et de privations. Au regard de notre vie d'aujourd'hui, qui souhaiterait revenir à de tels temps ?

Bien sûr, il y avait dans ces images trop simplistes quelques signaux contraires, mais nous avons mis longtemps à en tirer les véritables conséquences. Le progrès, en même temps qu'il délivrait l'être humain de bien des fardeaux, apportait son lot d'inquiétudes et de destruction. À preuve cette ombre de la menace nucléaire qui, à partir de 1945, s'est mise à grignoter, comme un sombre présage, les lumières philosophiques de toutes nos humaines interrogations.

Il y avait aussi ceux et celles qui, à gauche, avaient compris que ce progrès était porté par un mode de production particulier – le mode de production et d'échange capitaliste – qui en savait une grande partie des potentialités positives. Ils voyaient donc dans un système socialiste, où les richesses privées seraient socialisées, le moyen de redonner au progrès humain ses vertus émancipatrices et libératrices.

Pourtant la plupart d'entre eux, en installant cette socialisation dans un futur indéterminé ou en fermant les yeux sur les difficultés de son actualisation, passée comme présente, et en se croyant portés par le vent de l'histoire, tendaient malgré eux à reprendre à leur compte le mythe d'un progrès inéluctable. D'ailleurs, ils étaient devenus si nombreux, si influents, si assurés de l'avenir – quelle que soit la manière dont ils le pensaient – qu'on avait même fini par tous les regrouper sous un même chapeau : le progressisme. Ils étaient, disait-on, des « progressistes » pariant, plein d'optimisme, sur les valeurs de la modernité, sur les avancées assurées et positives de l'histoire<sup>2</sup>.

Le « progressisme », que nous le voulions ou non, nous en sommes, à gauche, les héritiers, et l'idée d'un progrès inéluctable se déployant positivement au fil du temps, continue de nous habiter. Et cela, même si l'histoire paraît avoir depuis des décennies infirmé une bonne partie de ces prophéties.

En ne débouchant jusqu'à présent sur aucun changement sociétal de fond, sur aucun saut qualitatif, sur aucun « bond de tigre » comme disait Walter Benjamin, les indéniables avancées scientifiques et techniques qui continuent de fleurir à notre époque

---

2 Sur le plan culturel, la modernité est née quand, dans le cadre d'une conception générale du monde, ont commencé à s'imposer au XVIII<sup>e</sup> siècle, à l'encontre des traditionnelles idées d'immuabilité du monde, de divinité, de foi et de fidélité, les idées nouvelles d'histoire, d'humanité, de raison (les sciences) et de liberté. Et au sein du paradigme culturel de la modernité, les progressistes apparaissaient comme ceux qui avaient repris à leur compte l'idée d'une histoire nous conduisant nécessairement vers le progrès. On pourrait avancer qu'il y avait en fait deux grands courants de progressistes : ceux qui imaginaient, notamment aux États-Unis, « la révolution par le progrès » et ceux qui imaginaient, notamment dans l'ex-URSS, « le progrès par la révolution ».



s'accompagnent de désordres économiques criants, de guerres nouvelles, de malaises sociaux grandissants, de blocages politiques et de contradictions culturelles. D'autant plus qu'aux maux traditionnels de l'exploitation ou de l'inégalité, fruits connus du capitalisme, sont venus se rajouter ceux, passablement inquiétants et longtemps ignorés, d'un productivisme échevelé : des prédatons environnementales généralisées et de brutaux changements climatiques posant cette fois-ci, dans un proche avenir, la question même de notre survie comme humanité.

## **Voir les choses depuis la perspective de l'histoire**

En fait, tout – en particulier ce qui touche aux effets des récentes découvertes scientifiques et techniques sur les sociétés humaines – devrait pouvoir être discuté aujourd'hui, se retrouver sur la grande table des débats collectifs, sans peur et en toute liberté.

Les crises multiples et combinées (crises économiques, sociales, politiques, sanitaires, écologiques, géopolitiques) que collectivement nous affrontons aujourd'hui nous le montrent comme jamais : cette trajectoire ascendante du progrès est en train de se déliter, voire de se transformer peu à peu en son contraire. Elle nous oblige brutalement à nous questionner sur le type de vie auquel nous aspirons comme humains, et sur le devenir de l'humanité. S'épanouira-t-elle sous le signe de la liberté ou de l'émancipation, ou au contraire se distordra-t-elle au gré des impasses d'un « désordre établi » maintenu d'une main de fer par les puissants d'aujourd'hui ? Tout des drames grandissants d'aujourd'hui ne nous oblige-t-il pas à voir les choses de loin, à les scruter depuis la perspective de l'histoire ? Il y a plus de 150 ans de cela, un certain Karl Marx rappelait que :

la seule liberté possible est que l'homme social, les producteurs associés règlent rationnellement leurs échanges avec la nature [...] et qu'ils accomplissent ces échanges en dépensant un minimum de force et dans les conditions les plus dignes et les plus conformes à la nature humaine. Mais, rappelait-il [...] cette activité constituera toujours le royaume de la nécessité. C'est au-delà que commence le développement des forces humaines comme fin en soi, le véritable royaume de la liberté<sup>3</sup>.

Cette vision large et prospective de la liberté, envisagée pour l'humanité universelle comme une libération vis-à-vis du temps de travail obligé, c'est là tout un programme dont on est loin de voir l'aboutissement aujourd'hui. Elle reste néanmoins d'une brûlante actualité quand on songe au surgissement dans nos sociétés de l'intelligence artificielle de dernière génération, si on ose s'arrêter à tout ce qu'elle bouscule sur le plan des conditions structurelles, économiques et techniques, favorisant ou non le

<sup>3</sup> Karl Marx, *Le capital*, Livre 3, Paris, Éditions sociales, 1976, chap. 48, p. 742.

déploiement possible d'une liberté humaine. Car on touche là, avec ce nouveau type de technologies, à quelque chose de résolument nouveau dont on peine à mesurer les conséquences sur les multiples dimensions de nos vies, travail et loisirs compris.

Il faut dire que les prouesses, dont cette intelligence artificielle est à l'origine, ont de quoi impressionner. La puissance et la rapidité de ses calculs comme les prodigieux résultats que ses algorithmes atteignent en matière de production quasi instantanée de textes conversationnels, d'images et de sons utilisables par tout un chacun, paraissent lui assurer un avenir à tout coup prometteur. Il faut dire aussi que cette capacité à recourir à des masses gigantesques de données numériques et à les trier à la vitesse de l'éclair recèle de potentiels côtés positifs, notamment en termes d'avancées scientifiques, et plus particulièrement ces derniers temps en termes de diagnostics médicaux. À condition cependant que ces machines apprenantes restent étroitement encadrées par des humains, selon des principes et des exigences éthiques et politiques réfléchies et connues de tous et toutes, de manière à pouvoir de part en part contrôler, dans la transparence, tous leurs tenants et aboutissants, leurs effets problématiques ou inattendus et leurs toujours possibles biais et bévues.

## **Derrière les prouesses des machines apprenantes, une désappropriation généralisée ?**

Tel est le problème décisif : l'indéniable attractivité de l'IA l'a dotée d'une aura si séduisante qu'on tend, dans le grand public, à faire l'impasse sur les formidables dangers dont elle est en même temps le véhicule. Car telle qu'elle se présente aujourd'hui (aux mains des tout puissants monopoles que sont les GAFAM), telle qu'elle se déploie dans nos sociétés contemporaines (au sein d'un marché capitaliste néolibéralisé) et telle qu'elle est en train de faire son chemin dans nos vies (au travers d'une surveillance généralisée et d'une utilisation dérégulée de nos données numériques) l'IA risque bien de participer à un vaste mouvement de « désappropriation<sup>4</sup> » de nos vies. Oui, c'est bien cela : nous désapproprier d'une série d'habiletés collectives, de manières de faire, de façons d'être et de penser, de nous organiser socialement et politiquement, de nous éduquer ; toutes choses qui étaient jusqu'à présent le propre de notre humanité commune, avec certes les indéniables limitations qu'elles portaient en elles, mais aussi toutes les libertés en germe qu'elles ne cessaient de nous offrir.

---

4 Le terme de « désappropriation » nous semble, dans le cas de l'IA, plus juste que celui de « dépossession » dans le sens où cette désappropriation va bien au-delà du phénomène de l'exploitation par exemple d'un salarié, quand on le dépossède – par l'extorsion d'une plus-value – de la part de valeur qui lui revient à travers son travail. En fait, avec l'IA et ses effets en chaîne, se poursuit et s'accomplit ce mouvement de dépossession en l'élargissant à la société entière et en bousculant les processus cognitifs et émotionnels à partir desquels l'être humain pouvait collectivement et à travers la culture faire preuve d'intelligence – user donc de cette capacité d'unifier le divers – en ayant ainsi les moyens de développer à travers l'histoire un sens de l'innovation inédit.

L'IA tend à participer à ce mouvement de désappropriation, en remplaçant ces manières de faire et d'être par des machines et des modèles automatisés et interconnectés, au fonctionnement et aux finalités à priori particulièrement opaques. Les voilà en effet aux mains de grands monopoles privés, eux-mêmes fouettés par le jeu d'une concurrence impitoyable et mus par le jeu cruel et impersonnel de l'accumulation infinie du capital. Le tout, en sachant qu'il s'agit de grands monopoles sur lesquels nous n'avons, dans l'état actuel des choses, pratiquement aucun contrôle démocratique, aucun pouvoir de décision citoyen, aucune prise sociale ou individuelle digne de ce nom.

L'IA risque ainsi d'accentuer, d'élargir et de parachever le mouvement de désappropriation que le mode de production capitaliste faisait déjà peser sur la vie des travailleurs et des travailleuses, en touchant cette fois-ci non pas seulement à l'organisation de leur travail ou à l'extorsion d'une survaleur économique, mais en s'immisçant dans, et en bouleversant de part en part les mécanismes d'information, d'organisation, de « gouvernementalité » de la société entière, tout comme d'ailleurs en se donnant les moyens de contrôler plus étroitement la subjectivité de chacun des individus qui la composent. Le tout, en tendant à pousser les sociétés humaines vers la surveillance généralisée, le contrôle bureaucratique systématisé, la fragmentation définitive des liens sociaux et communautaires ; à rebrousse-poil de tous les idéaux démocratiques, d'égalité, de liberté, de fraternité et de diversité que tant d'entre nous continuent à poursuivre par le biais de la lutte sociale et politique.

C'est la raison pour laquelle nous avons décidé de commencer cette présentation par une mise en perspective autour de la notion de progrès, et surtout, nous avons voulu placer ce dossier sur l'intelligence artificielle de dernière génération sous la forme d'une insistante interrogation dont nous chercherons à éclairer les enjeux sous-jacents : dernière les prouesses des machines apprenantes, ne se cache-t-il pas une désappropriation généralisée ?

Avec l'IA, en effet, l'affaire est plus que sérieuse, mais peut-être pas où on l'imaginerait de prime abord. Ici, il ne faut pas craindre de s'en prendre aux mythes qui circulent à son propos et qui, par exemple, verraient une sorte de grand ordinateur, super-intelligent et doté de conscience, prendre le dessus sur des sociétés humaines entières, un peu comme dans le célèbre film de Stanley Kubrick, *2001 : l'odyssée de l'espace*, où l'ordinateur de bord *HAL 9000* a pris le contrôle d'un vaisseau spatial malgré tous les efforts contraires de son équipage. Le problème n'est pas là, loin de là. Pourtant, si les peurs qu'une telle dystopie peut faire naître sont actuellement dénuées de fondement, il reste qu'on a quand même bien des motifs d'être inquiets au regard des développements contemporains de l'IA de dernière génération.

## Les véritables dangers de l'IA

Si aujourd'hui, ainsi que le rappelle Chomsky<sup>5</sup>, l'IA dans sa forme actuelle est loin encore de pouvoir rivaliser sérieusement avec la versatilité et l'inventivité de l'intelligence humaine, ce qui fait néanmoins problème, c'est la manière dont ces nouvelles machines apprenantes – avec les impressionnants pouvoirs de mise en corrélation qu'elles recèlent – s'insèrent et se déploient dans les pores de nos sociétés déterminées par les logiques de l'accumulation capitaliste; elles-mêmes déjà profondément transformées par le déploiement récent des nouvelles technologies de la communication et de l'information (ordinateur, Internet, téléphones intelligents, réseaux sociaux, etc.).

En ce sens, l'IA n'est qu'un pas de plus, une nouvelle étape qu'on serait en train de franchir, l'expression d'un saut qualitatif effectué dans le nouvel ordonnancement d'un monde globalisé, connecté de part en part et mis systématiquement en réseau grâce aux puissances de l'informatique couplées maintenant à celles de l'intelligence artificielle de dernière génération. Avec une nuance de taille cependant : cet ordonnancement tend, par la course aux profits et aux logiques concurrentielles qui l'animent, par l'opacité et le peu de régulation dont elle est l'objet, à court-circuiter les interventions sociales et collectives pensées depuis le bas, ainsi que les démarches démocratiques et citoyennes et toute perspective émancipatrice touchant aux fins poursuivies par l'implantation de ces nouvelles technologies. Tout au moins si nous ne faisons rien pour empêcher son déploiement actuel, si nous ne faisons rien pour tenter d'en encadrer mieux et plus rigoureusement la mise en place, et plus encore

---

5 « Contrairement à ChatGPT et ses semblables, l'esprit humain n'est pas un volumineux moteur de recherches statistiques en quête de modèles, avalant des centaines de téraoctets de données et extrapolant la réponse la plus probable à une question ou la solution la plus vraisemblable à un problème scientifique. Bien au contraire, l'esprit humain est un système étonnamment efficace et même raffiné qui fonctionne avec de petites quantités d'informations; il ne cherche pas à déduire des corrélations sommaires à partir de données, mais à élaborer des explications. [...] ChatGPT fait preuve de quelque chose de très similaire à la banalité du mal : plagiat, apathie et évitement. Elle reprend les arguments habituels de la littérature dans une sorte de superbe automaticité, refuse de prendre position sur quoi que ce soit, plaide non seulement l'ignorance mais aussi le manque d'intelligence et, en fin de compte, offre une défense du type « *je ne fais que suivre les ordres* », en rejetant toute responsabilité sur ses créateurs. » Noam Chomsky, *New York Times*, 8 mars 2023, traduction du site Les Crises, <<https://www.les-crisis.fr/la-promesse-trompeuse-de-chatgpt-noam-chomsky/>>.

Voir aussi Hubert Krivine, *L'IA peut-elle penser? Miracle ou mirage de l'intelligence artificielle*, Louvain-la-Neuve, De Boeck Supérieur, 2021, p. 79 : « Comme l'écrit Yan Le Cun, « *le fait que le monde soit tridimensionnel, qu'il y ait des objets animés, inanimés, mous, durs, le fait qu'un objet tombe quand on le lâche... les humains apprennent ça par interaction. Et ça, c'est ce qu'on ne sait pas faire avec les ordinateurs. Tant qu'on y arrivera pas, on n'aura pas de machines vraiment intelligentes.* » [...] Pour Descartes, c'est bien connu, « *le bon sens est la chose du monde la mieux partagée; il ne l'est pas pour la machine. Bien des bévues de l'IA résultant de calculs très sophistiqués, doivent être corrigées en y faisant tout simplement appel* ».

pour imaginer les contours d'un autre monde possible et lutter collectivement pour son avènement : un monde dans lequel les nouvelles technologies seraient au service de l'humanité universelle et non son triste contraire.

C'est la raison pour laquelle nous avons voulu penser ce dossier comme une invitation à l'échange et à la discussion, au débat, mais aussi comme un appel à la résistance et à l'action. L'importance et la nouveauté des dangers encourus, tout comme le contexte sociopolitique difficile dans lequel nous nous trouvons, appellent à combiner des forces, à trouver des alliés, à élaborer des fronts amples pour faire connaître l'ampleur des dangers qui sont devant nous, pour faire de l'intelligence artificielle une question politique cruciale auprès d'un large public.

Le côté inédit de ces dangers nous demande en particulier de réfléchir et de travailler sur la nécessité d'une réglementation immédiate et beaucoup plus stricte que celle, balbutiante, que nous connaissons aujourd'hui. Non pas en imaginant qu'on pourra ainsi facilement et définitivement « civiliser » une technologie aux logiques pernicieuses, mais en nous donnant les moyens de gagner déjà de premières batailles sur ce front, aussi minimes soient-elles au départ, pour pouvoir par la suite aller plus loin et s'interroger en profondeur sur le mode de vie qu'on veut imposer de la sorte ainsi que sur la conception du progrès sous-jacente qui en voile toutes les dimensions problématiques.

Car avec l'intelligence artificielle de dernière génération, voilà soudainement les plus intimes des potentialités intellectuelles et artistiques de l'humanité, ses fondements démocratiques, ses outils professionnels d'information, etc., qui risquent d'être profondément chambardées par les dynamiques d'un technocapitalisme dérégulé auquel nous faisons face aujourd'hui.

## **Un dossier pour débattre et résister**

La nouveauté comme la complexité des dangers et les problèmes entrevus obligent à l'humilité et à la prudence, mais il faut s'y arrêter, prendre connaissance de la situation et voir les possibilités de résistance.

Nous allons d'abord tenter avec André Vincent (*Intelligence artificielle 101*) d'explorer les constituantes technologiques sur lesquelles repose ce qu'on appelle l'IA. On y explique les apports de chacune des quatre constituantes de ce « réseau de neurones apprenant profondément et générant quelque chose » : les machines, les logiciels, les données et l'argent. Et comment tout cela s'imbrique dans diverses applications dans une foule de domaines d'activités. On y examine aussi les diverses formes d'encadrement de l'IA proposées à ce jour ainsi que leur portée. Un glossaire des principaux termes utilisés en IA complète cet article.

Après ce texte d'introduction à l'IA, la partie du dossier, *De quelques bouleversements structurels*, veut exposer quelques-uns des dangers et des problèmes les plus évidents qui semblent aujourd'hui sauter aux yeux des spécialistes. Et comme en ce domaine, on est loin de l'unanimité, on verra la richesse et la diversité des points de vue, y compris d'importantes oppositions. En particulier quand il s'agit de nommer et de conceptualiser les bouleversements d'ordre systémique qui s'annoncent à travers le développement de l'économie numérique.

Ainsi Maxime Ouellet (*Penser politiquement les mutations du capitalisme à l'ère de l'intelligence artificielle*) critique ceux qui ont tendance à amplifier le caractère inédit d'une nouvelle forme de capitalisme induite par l'exploitation des données numériques, et qui oublie d'expliquer comment ces transformations s'inscrivent dans la continuité de dynamiques structurelles plus larges du capitalisme de l'après-guerre. Il insiste sur le fait que le développement capitaliste contemporain s'appuie moins sur la forme marchandise prédictive des algorithmes que sur la valorisation financière d'une nouvelle classe d'actifs intangibles (brevets, droits de propriété intellectuelle, fusions et acquisitions, alliances stratégiques, etc.). Il s'oppose ainsi aux thèses de Jonathan Durand Folco et de Jonathan Martineau (*Vers une théorie globale du capitalisme algorithmique*) qui cherchent au contraire à montrer que l'on assiste à une mutation importante du capitalisme rendue possible par l'utilisation des algorithmes, une mutation du même type que celle apportée par la révolution industrielle du XIX<sup>e</sup> siècle. Ils veulent mettre en lumière comment l'algorithme est devenu le nouveau principe structurant qui, tout en prenant appui sur lui, réarticule et dépasse le néolibéralisme financiarisé.

C'est aussi cette thèse que tentent de confirmer Giuliana Facciolli et Jonathan Martineau (*Au cœur d'une reconfiguration des relations internationales capitalistes*), en critiquant l'approche de Cédric Durand<sup>6</sup> sur le « techno-féodalisme ». Sur la base de cette critique, l'autrice et l'auteur veulent démontrer comment les dynamiques du capitalisme algorithmique permettent de mieux comprendre les phénomènes de la périphérisation de certains espaces du capitalisme mondial et de renouveler la compréhension des rapports de dépendance coloniale entre le Nord (États-Unis et désormais Chine) et le Sud global, se traduisant par de nouvelles formes de dépendance de gouvernementalité algorithmique.

On trouvera aussi dans cette première partie un autre axe révélateur de débat entre, d'une part, les thèses défendues par Philippe de Grosbois (*L'intelligence artificielle, une puissance médiocre*) et, d'autre part, celles promues par Eric Martin (*La privation du monde face à l'accélération technocapitaliste*). Alors que le premier insiste sur le fait qu'un travail critique sur l'IA doit éviter de lui attribuer des capacités qu'elle n'a pas

6 Cédric Durand, *Techno-féodalisme. Critique de l'économie numérique*, Paris, Zones, 2020. Ce dernier rejoint en partie les thèses de Maxime Ouellet sur l'importance des biens intangibles (brevets, droits de propriété intellectuelle, etc.) au sein du capitalisme contemporain.

(« Il n’y a pas d’intelligence dans l’IA »), le second va à l’inverse montrer comment, sous l’emprise du capitalisme et du machinisme formaté à l’IA, on est en train de passer d’une société aux aspirations « autonomes » à des sociétés « hétéronomes » au sein desquelles le sujet se trouve alors « privé de monde » par un processus de déshumanisation et de « démondanisation ». Deux approches apparemment aux antipodes l’une de l’autre, mais qui toutes deux cherchent à mieux mesurer – véritable défi – l’impact exact de l’IA sur nos vies : avec d’un côté, de Grosbois minimisant la portée d’une telle technologie et rappelant l’importance de poursuivre les tâches non achevées de déconstruction des systèmes d’oppression patriarcale et raciale, pendant que de l’autre côté, Martin insiste sur la nouveauté et le danger majeur que représente cet « oubli de la société » induit par le déploiement de l’IA.

Dans une tout autre perspective, Myriam Lavoie-Moore (*Quelques leçons féministes marxistes pour penser une l’intelligence artificielle autrement*) explore certains éléments des théories féministes de la reproduction sociale afin de voir si, à travers elles, on peut envisager une production et un usage de l’IA qui serviraient les activités reproductives sans les asservir aux impératifs de la valorisation. En refusant de rejeter en bloc l’adoption de telles technologies, elle fait cependant apercevoir, au fil de son analyse, certaines des limitations qu’elles comportent, notamment en ce qui concerne le rapport entre le temps de travail obligé et les tâches du « care », d’ordre relationnel.

Dans un deuxième temps cependant, De quelques effets bien concrets, certains auteurs ne manqueront pas de nous ramener à la vie ordinaire en montrant les effets immédiats et bien concrets de l’IA.

Ainsi Dominique Peschard de la Ligue des droits et libertés (*Capitalisme de surveillance, intelligence artificielle et droits humains*) traite des effets pervers associés d’ores et déjà à l’IA. Il insiste autant sur les activités toxiques qu’elle tend à promouvoir (le discours haineux, le partage non consensuel d’images intimes, etc.) que sur les problèmes de santé (la dépendance aux écrans) qui en résultent, les impacts environnementaux qu’elle induit ou encore la surveillance policière qu’elle renforce.

Le texte de Caroline Quesnel et Benoit Lacoursière de la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (*L’intelligence artificielle comme lieu de lutte du syndicalisme enseignant*) va dans le même sens, mais en insistant, pour le domaine de l’éducation, sur les vertus d’une perspective technocritique permettant de résister au risque de la discrimination algorithmique comme à celui du non-respect des droits d’auteur ou encore aux fraudes grandissantes. Elle et il mettent en lumière la nécessité d’un encadrement plus strict de l’IA et l’importance d’appliquer le principe de précaution à celle-ci.

On retrouve la même approche avec Jérémie Léveillé (*L'intelligence artificielle et la fonction publique : clarification et enjeux*), cette fois-ci à propos de la fonction publique, en montrant comment l'IA « perpétue plutôt le *statu quo*, c'est-à-dire la marginalisation et la discrimination de certaines populations selon des critères de genre, de religion, d'ethnicité ou de classe socioéconomique », le tout permettant à l'État d'accroître la productivité et de diminuer les coûts.

De son côté, Jonathan Martineau (*Les temporalités sociales et l'expérience du temps à l'ère du capitalisme algorithmique*) fait ressortir les effets très concrets que risque de faire naître l'IA à propos d'une dimension de notre vie d'humain à laquelle on ne prête pas nécessairement toute l'attention requise : notre façon d'expérimenter le temps. Il montre que le déploiement de l'IA brouille la distinction traditionnelle entre temps de travail et temps de loisirs, mais aussi tend à accélérer tous les rythmes de vie ainsi qu'à nous enfermer dans une vision « présentiste » du temps, c'est-à-dire qui privilégie indûment le moment du présent sur ceux du passé et de l'avenir.

Enfin, dans un troisième temps, De quelques considérations sur l'avenir, Jonathan Durand Folco (*Dépasser le capitalisme algorithmique par les communs ? Vers un communisme décroissant technosobre*) décrit comment l'IA – dans une société post-capitaliste où la prise en charge des communs serait assumée collectivement et démocratiquement – pourrait être utilisée dans une perspective de technosobriété et de décroissance. Faisant cependant ressortir les multiples inconnues comme les nombreux débats qui sont nés à ce propos, son texte se présente comme un exercice prospectif nous permettant de saisir toute l'ampleur des questions en jeu.

On ne sera donc pas étonné de réaliser que si ne manquent pas les dénonciations et points de vue critiques théoriques comme pratiques, notre dossier ne s'est cependant guère attardé aux formes de lutte à mener. C'est que, nouveauté de la thématique de l'IA, bien peu a encore été élaboré, bien peu a été pensé et mis en pratique de manière systématique à propos des luttes globales à entreprendre à l'encontre des dangers et des dérives de l'IA et de ses multiples applications. Tout reste à faire !

Pourtant les défis que la conjoncture contemporaine a placés devant nous obligent à lier étroitement réflexion et action, et par conséquent à réfléchir en situation, en fonction du contexte où l'on se trouve et qui ouvre ou non à la possibilité d'agir collectivement. On ne peut en effet ne pas tenir compte de la réalité des rapports de force sociopolitiques existants. Mais on ne peut en même temps, ainsi que nous le montre ce dossier sur l'IA, ne pas radicaliser nos interrogations sur le cours du monde, c'est-à-dire oser prendre les choses à la racine et par conséquent pousser la réflexion aussi loin que possible, en toute liberté, en n'hésitant pas à aller à rebrousse-poil de toutes les confortables indifférences de l'heure, pour agir ensemble. Puisse ce dossier nous aider à aller dans cette direction!



# De quelques bouleversements structurels

## Penser politiquement les mutations du capitalisme à l'ère de l'intelligence artificielle

Maxime Ouellet

*Professeur à l'École des médias de l'UQAM*

La plupart des écrits qui abordent la question de l'intelligence artificielle à l'heure actuelle, qu'ils soient critiques ou apologétiques, ont la fâcheuse tendance à réifier le caractère inédit d'une nouvelle forme de capitalisme, tantôt qualifié d'informationnel, de numérique, de surveillance ou d'algorithmique, qui serait induite par l'exploitation massive des données numériques. En n'expliquant pas comment ces transformations s'inscrivent dans la continuité avec les dynamiques structurelles plus larges du capitalisme de l'après-guerre, que j'ai qualifiées ailleurs de « révolution culturelle du capital<sup>1</sup> », ces analyses participent bien souvent à leur insu à la dépolitisation de la technique et de l'économie, ce qui empêche de penser les conditions de la possibilité d'un dépassement de la logique de domination dépersonnalisée inscrite dans la configuration même de l'intelligence artificielle. Dans cet article, je soutiens que si la critique de l'économie politique s'avère essentielle pour comprendre les développements de l'intelligence artificielle, il est nécessaire de dépasser son cadre d'analyse strictement economiciste afin de saisir les transformations qualitatives opérées dans le mode de reproduction des sociétés capitalistes avancées qui sont générées par la logique cybernétique de régulation sociale au fondement de l'intelligence artificielle.

---

1 Maxime Ouellet, *La révolution culturelle du capital. Le capitalisme cybernétique dans la société globale de l'information*, Montréal, Écosociété, 2016.

## L'intelligence artificielle, une forme de technologie spécifiquement capitaliste

Afin de réfléchir politiquement à l'intelligence artificielle, il convient d'emblée d'adopter une posture critique à l'endroit de la technique en elle-même. L'idéologie libérale dominante postule que la technique est neutre, c'est-à-dire qu'elle ne serait pas modelée par les rapports sociaux et qu'elle participerait au progrès des sociétés de manière évolutive et linéaire suivant l'adage selon lequel « comme on ne peut pas arrêter le progrès, il faut s'y adapter, en faisant un usage éthique et responsable d'une intelligence artificielle inclusive et respectueuse de la diversité ». Ce prêt-à-penser qui agit comme un discours de légitimation des transformations contemporaines du capitalisme fait l'impasse sur la nature de la technique. Celle-ci n'est pas neutre, elle exprime plutôt des rapports sociohistoriques de domination, bref, c'est de l'idéologie matérialisée.

Suivant cette posture critique, il convient donc d'historiciser l'émergence de l'intelligence artificielle dans la continuité des premiers travaux du domaine de la cybernétique qui apparaissent dans le contexte de la Seconde Guerre mondiale. Derrière l'apparente neutralité de cette nouvelle science du contrôle et de la communication, on retrouve le financement du complexe militaro-industriel américain qui cherchait à développer une conception technocratique et dépolitisée de régulation sociale face à la montée de l'attrait pour le socialisme dans les pays périphériques<sup>2</sup>. En plus de la révolution cybernétique, les développements contemporains de ce que certains nomment le capitalisme de surveillance ou de plateforme tirent également leur origine de la révolution managériale<sup>3</sup> qui est concomitante à l'avènement de la corporation, ou société anonyme par actions, comprise comme la forme institutionnelle prédominante du capitalisme avancé<sup>4</sup>. Cette mutation institutionnelle est fondamentale puisque la médiation des rapports sociaux au moyen du marché est remplacée par le contrôle communicationnel exercé par la corporation sur son environnement interne (les employé·es) et externe (les consommateurs·trices, les États, les autres firmes). En effet, le management se base sur le postulat cybernétique selon lequel l'organisation est un système de circulation et de contrôle de l'information qui permet sa reproduction élargie<sup>5</sup>. Les critiques du capitalisme de surveillance comme Zuboff<sup>6</sup> oublient

2 Steve Joshua Heims, *The Cybernetics Group*, Cambridge (MA), The MIT Press, 1991.

3 James Burnham, *The Managerial Revolution. What is Happening in the World*, New York, John Day Co., 1941.

4 John Bellamy Foster et Robert McChesney, « Surveillance capitalism: monopoly-finance capital, the military-industrial complex, and the digital age », *Monthly Review*, vol. 66, n° 3, 2014; Nick Srnicek, *Capitalisme de plateforme. L'hégémonie de l'économie numérique*, Montréal, Lux, 2018.

5 Baptiste Rappin, *Au fondement du management. Théologie de l'organisation. Volume 1*, Nice, Les éditions Ovidia, 2014.

6 Soshana Zuboff, *The Age of Surveillance Capitalism. The Fight for a Human Future at the New Frontier of Power*, New York, Public Affairs, 2019. En français : *L'âge du capitalisme de surveillance*, Paris, Zulma, 2020.

généralement de situer historiquement cette « nouvelle » forme de capitalisme. En effet, l'émergence de la corporation au début du XX<sup>e</sup> siècle va modifier substantiellement la régulation de la pratique sociale en ce qu'il s'agira désormais de modifier les attitudes des individus afin d'arrimer la dynamique de surproduction du système industriel à celle de la surconsommation<sup>7</sup>. C'est en effet à cette époque que le marketing développera les techniques de surveillance des individus et de captation de l'attention qui sont à l'origine des outils de profilage des comportements des consommateurs utilisés par les géants du numérique (GAFAM). À côté de la publicité et du secteur financier, les premiers développements dans le domaine de l'intelligence artificielle tout comme l'ancêtre de l'Internet, ARPANET, s'expliquent par la nécessité d'absorber le surplus de valeur généré par la suraccumulation capitaliste des grandes corporations au moyen des dépenses publiques dans le domaine militaire afin de maintenir la croissance économique<sup>8</sup>. Le complexe militaro-industriel devrait en ce sens être rebaptisé « *national-security, techno-financial, entertainment-surveillance complex*<sup>9</sup> » (sécurité nationale, techno-financière, divertissement-surveillance) puisqu'il exprime la spécificité de l'impérialisme américain de l'après-guerre qui, en prenant appui sur la cybernétique, ne vise pas uniquement à exporter ses capitaux, mais également à étendre le modèle de la société machinique américaine à l'ensemble de la planète.

## **Intelligence artificielle et transformations institutionnelles du capitalisme avancé**

Il faut donc éviter de tomber dans le piège dans lequel sont tombés plusieurs commentateurs depuis les mirages de la nouvelle économie à la fin des années 1990 selon lequel l'économie numérique serait propulsée par une nouvelle logique d'accumulation axée sur le savoir, les données numériques ou encore les algorithmes. En réalité, cette « nouvelle » logique d'accumulation remonte au début du XX<sup>e</sup> siècle avec l'avènement de la corporation. C'est l'économiste institutionnaliste Thorstein Veblen qui fut le premier à analyser les conséquences du passage d'un capitalisme libéral vers le capitalisme dit avancé<sup>10</sup>. Dans ce contexte, l'accumulation du capital ne s'effectue plus au moyen de la concurrence par les prix, mais plutôt au moyen de pratiques rentières de prédation de la valeur qui s'appuient sur l'exploitation d'actifs dits intangibles, c'est-à-dire par des droits de propriété intellectuelle, des brevets, des marques de commerce, des fusions et acquisitions, des alliances stratégiques avec d'autres entreprises, ou encore par des ententes formelles et informelles avec

7 Stuart Ewen, *Conscience sous influence*, Paris, Aubier Montaigne, 1983.

8 Foster et McChesney, *op. cit.*, 2014.

9 Thimoty Erik Ström, « Capital and cybernetics », *New Left Review*, n° 135, mai-juin 2022, p. 23-41.

10 Éric Pineault, « Quelle théorie critique des structures sociales du capitalisme avancé », *Cahiers de recherche sociologique*, n° 45, 2008, p. 113-132.

les gouvernements<sup>11</sup>. Au sein des sociétés capitalistes avancées, les principes de concurrence dans le cadre d'un marché autorégulé sont remplacés par la capacité de contrôle sur l'économie et l'ensemble de la société opérée par les grandes organisations corporatives. En clair, le marché est remplacé par la planification au sein des corporations dont le pouvoir repose sur leur capacité de capitaliser des flux de revenus futurs dans les marchés financiers.

Relativement marginaux au début du XX<sup>e</sup> siècle, les actifs intangibles représentent à l'heure actuelle 95 % de la valeur des cinq plus grandes corporations cotées en bourses, c'est-à-dire les GAFAM<sup>12</sup>. En ce sens, la spécificité du capitalisme contemporain ne repose pas tant sur l'émergence d'une nouvelle forme de « travail digital », immatériel ou cognitif, ou encore sur une nouvelle forme de marchandise prédictive produite par des algorithmes, mais plutôt sur la valorisation financière d'une nouvelle classe d'actifs intangibles que sont les données numériques. Le pouvoir de capitalisation des géants du numérique s'appuie sur l'appropriation de la valeur qui provient de l'économie productive, c'est-à-dire le travail abstrait en langage marxien, lequel est produit à l'extérieur des frontières légales de ces corporations. En termes marxien, la valeur d'une marchandise correspond à la représentation du temps de reproduction de la force de travail<sup>13</sup>. Selon cette acception, il ne fait aucun sens de parler de valeur d'un produit de la connaissance, tel que l'information, les données numériques ou les algorithmes, puisque le temps de reproduction d'une connaissance tend vers zéro. Ainsi, la logique d'accumulation rentière du capitalisme numérique consiste à restreindre l'accès à la connaissance commune qui est produite socialement en vue d'en faire un actif intangible, ce qui signifie qu'elle consiste à s'approprier la valeur qui est produite à l'extérieur de l'entreprise<sup>14</sup>.

La montée en puissance des plateformes numériques s'inscrit dans le contexte de la financiarisation de l'économie, où les normes de la valeur actionnariale ont imposé des rendements excessifs et court-termistes aux corporations ; ces dernières ont été contraintes de sous-traiter une partie de leurs activités les plus risquées, notamment celles de recherche et développement. C'est dans ce contexte également qu'une série de politiques de dérèglementations complémentaires au sein des secteurs de la finance, des communications et de la recherche a permis de transformer la

11 Thorstein Veblen, *The Theory of the Business Enterprise*, New Brunswick, Transaction Books, 1904.

12 Dick Bryan, Michael Rafferty et Duncan Wigan, « Intangible capital », dans Leonard Seabrooke et Duncan Wigan (dir.), *Global Wealth Chains. Asset Strategies in the World Economy*, Oxford University Press, 2022, p. 89-113. NDLR. GAFAM : acronyme désignant les géants du Web que sont Google, Apple, Facebook (Meta), Amazon et Microsoft.

13 Sur cette question, voir Maxime Ouellet, « Le travail en mutation », *Nouveaux Cahiers du socialisme*, n° 7, 2012, p. 20-31.

14 À ce sujet, voir Cecilia Rikap, *Capitalism, Power and Innovation. Intellectual Monopoly Capitalism Uncovered*, New York, Routledge, 2020.

connaissance en actifs financiers pouvant être capitalisés dans la sphère financière. La loi Bay-Dohle aux États-Unis est considérée comme l'acte fondateur de cette « nouvelle économie du savoir » en ce qu'elle a permis de commercialiser sous forme de brevets la recherche financée publiquement, une pratique qui était interdite auparavant en vertu des principes de la science ouverte<sup>15</sup>. De manière concomitante, les politiques de dérèglementation des fonds de pension américains ont permis à ces derniers d'investir dans des firmes qui ne déclaraient aucun revenu, mais qui possédaient de nombreux actifs intangibles<sup>16</sup>, ce qui a nourri la gigantesque bulle spéculative qui a éclaté lors du krach de la nouvelle économie en 2000. Dans le secteur des communications, les politiques de dérèglementation ont permis la convergence des médias avec les firmes technologiques, pavant la voie à la création de l'oligopole du numérique dominé par les GAFAM<sup>17</sup>.

Si la propriété intellectuelle était au cœur de la première phase de déploiement de l'économie numérique (1990-2000), c'est plutôt la question des données numériques qui surgira comme nouvelle source de valorisation à la suite de la crise financière de 2008<sup>18</sup>. En effet, les grandes plateformes ont développé un modèle d'affaires consistant à transformer les données personnelles en un actif intangible qui est valorisé dans la sphère financière<sup>19</sup>. Cette dynamique économique rentière permet aux plateformes de s'approprier la valeur générée par l'économie productive, participant ainsi à la consolidation des monopoles de la connaissance transnationaux<sup>20</sup>. Comme la rente consiste essentiellement en une construction institutionnelle, la production d'un discours qui prend la forme d'une convention d'interprétation est nécessaire afin de fonder la confiance des investisseurs financiers. L'emballage médiatique entourant la révolution instaurée par l'intelligence artificielle générative rendue possible au moyen des algorithmes d'apprentissage automatique (*machine learning*) et d'apprentissage profond (*deep learning*)<sup>21</sup> doit être compris comme un discours produit par la communauté financière visant à nourrir l'espoir que les revenus futurs de ce secteur seront suffisamment élevés pour justifier l'investissement<sup>22</sup>.

15 Philip Mirowski, *Science-Mart. Privatising American Science*, Cambridge (MA), Harvard University Press, 2011.

16 Fabienne Orsi et Benjamin Coriat, « The new role and status of intellectual property rights in contemporary capitalism », *Competition & Change*, vol. 10, n° 2, 2006, p. 162-179.

17 Nikos Smyrniotis, *Les GAFAM contre l'internet. Une économie politique du numérique*, Paris, Institut national de l'audiovisuel (INA), 2017.

18 Sébastien Broca, « Communs et capitalisme numérique : histoire d'un antagonisme et de quelques affinités électives », *Terminal*, n° 130, 2021, <<http://journals.openedition.org/terminal/7595>>.

19 Kean Birch et D. T. Cochrane, « Big Tech : four emerging forms of digital rentiership », *Science as Culture*, vol. 31, n° 1, 2022, p. 44-58.

20 Ugo Pagano, « The crisis of intellectual monopoly capitalism », *Cambridge Journal of Economics*, vol. 38, n° 6, 2014, p. 1409-1429.

21 NDLR. Pour plus d'informations concernant ce vocabulaire, on pourra consulter l'article d'André Vicent dans ce numéro : « Intelligence artificielle 101 ».

22 André Orléan, *L'empire de la valeur. Refonder l'économie*, Paris, Seuil, 2011.

La puissance des GAFAM repose donc sur leur capacité à quantifier l'inquantifiable – les sentiments humains, l'amour, le jugement, la créativité, etc. – pour ainsi transformer l'ensemble de la vie sociale en flux de revenus futurs qu'ils sont en mesure de s'approprier. Les GAFAM usent de diverses stratégies extraéconomiques afin de transférer de la survaleur provenant d'autres secteurs de l'activité productive dans une dynamique rentière et à restreindre l'accès aux flux de revenus à d'autres capitalistes subordonnés. En effet, la production physique des biens n'est plus la principale source de profits pour ces entreprises ; celles-ci ont recours à la sous-traitance vers des firmes subordonnées dont les travailleuses et les travailleurs sont surexploités. Elles misent plutôt sur le contrôle de l'accès à l'information et à la connaissance, que ce soit par les services infonuagiques, l'accès aux profils des utilisatrices et utilisateurs pour la vente de publicité ou encore l'accès à leurs logiciels de traitement automatisé des données numériques.

Les stratégies politiques de capitalisation des GAFAM sont nombreuses, allant de 1) l'accumulation sur les actifs immatériels (brevets, données transformées en actifs) ; 2) des stratégies politiques visant à influencer les lois en leur faveur (lobbying, évitement fiscal, etc.) ; 3) une logique de subordination des entreprises sous-traitantes ; 4) et le contrôle d'un écosystème de la recherche et développement financé à même les fonds publics. En résumé, les géants du numérique ont mis en place une chaîne globale d'appropriation de la valeur qui prend la forme d'un écosystème corporatif d'innovation qui leur permet de socialiser les risques et de privatiser les profits.

## **La dissolution de la société dans la régulation algorithmique du social**

Comme je l'ai souligné précédemment, pour penser politiquement l'intelligence artificielle, il est nécessaire d'interroger l'idéologie qui est sous-jacente au développement des entreprises numériques afin de dépasser l'analyse strictement économique qui ne permet pas de saisir les transformations qualitatives qui se sont opérées dans le mode de régulation des sociétés capitalistes avancées dans leur ensemble. L'histoire des sciences et des technologies montre que derrière le développement des algorithmes autoapprenants qui permettent aux plateformes de collecter les données numériques, de les traiter et de les modéliser à des fins d'anticipation des comportements, on retrouve une conception de l'individu et de la société qui s'inspire des thèses de l'économiste néolibéral Friedrich Hayek. En effet, les algorithmes utilisés par les plateformes numériques s'appuient sur le modèle des réseaux de neurones développé par le psychologue Frank Rosenblat dans les années 1950 dont l'une des principales sources d'inspiration est la pensée d'Hayek<sup>23</sup>. L'apport fondamental d'Hayek à la pensée économique fut de redéfinir le marché à partir des postulats de

---

23 Pablo Jensen, *Deep earnings. Le néolibéralisme au cœur des réseaux de neurones*, Caen, C&F éditions, 2021.

la cybernétique. Il comparera le marché à un système de transmission de l'information semblable à un algorithme auquel les individus, eux-mêmes redéfinis comme des processeurs informationnels, doivent rétroagir<sup>24</sup>. Sur le plan politique, l'argumentaire d'Hayek visait explicitement à démontrer l'impossibilité théorique de la planification de type socialiste. Reconnaître l'existence d'une entité nommée « société » qui transcenderait les individus conduirait selon lui à reconnaître la possibilité du socialisme. Selon Hayek, toute tentative de saisir l'ensemble de la réalité sociale et économique en vue d'effectuer une quelconque forme de planification allait mener inévitablement au totalitarisme puisqu'il serait impossible de connaître les savoirs tacites qui sont détenus par les acteurs individuels. On retrouve également l'influence hayékienne chez l'un des pionniers de l'intelligence artificielle dite symbolique, Herbert Simon, pour qui le principal objectif de l'intelligence artificielle est d'incorporer la rationalité idéalisée de l'entrepreneur capitaliste telle qu'on la retrouve dans les théories économiques néoclassiques<sup>25</sup>. En bon disciple du père du management, Frederick Winslow Taylor, pour qui il fallait fragmenter l'activité des travailleurs manuels afin de mieux les contrôler, Simon conceptualisera l'intelligence artificielle comme la décomposition du processus de prise de décision dans une organisation en vue de le rendre plus efficace dans le contexte où il est impossible d'avoir accès à l'ensemble des informations dans un environnement complexe. Dans sa théorisation de l'intelligence artificielle, Simon reprend donc la conception de la rationalité limitée des acteurs économiques qui avait été développée par Hayek dans le cadre de son débat sur le calcul socialiste où il voulait montrer la supériorité du marché face à la planification. Selon Simon, au contraire d'Hayek, une certaine forme de centralisation du pouvoir et de planification est nécessaire dans le cadre d'une économie dominée par les grandes organisations corporatives et il est possible d'effectuer celle-ci grâce à l'intelligence artificielle.

La nouvelle forme de contrôle social théorisée par les technocrates néolibéraux qui ont développé l'intelligence artificielle s'inscrit dans le passage du paradigme politique du gouvernement vers la conception technocratique de la gouvernance algorithmique. Le terme *cybernétique* provient du mot grec *kubernêtes*, qui signifie « pilote » ou « gouvernail » ; il possède la même racine étymologique que celui de gouvernance. La gouvernance algorithmique correspond à une transformation sociétale fondamentale, que j'ai qualifiée de « révolution culturelle du capital », puisqu'elle repose sur le postulat néolibéral selon lequel « la société n'existe pas ». Si la société n'existe pas, les grandes organisations corporatives n'existeraient également pas, on ne pourrait donc pas les critiquer. Il n'existerait qu'un système composé d'un ensemble d'individus atomisés conçus comme des processeurs informationnels que l'on peut programmer.

24 Philip Mirowski, *Machine Dreams. Economics Becomes a Cyborg Science*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000.

25 Bruce Berman, « Artificial intelligence and the ideology of capitalist reconstruction », *AI & Society*, n° 6, 1992, p. 103-114.



La gouvernance algorithmique décrit ainsi une nouvelle manière de gouverner propre aux sociétés capitalistes avancées qui consiste à mettre en place des mécanismes de pilotage et de décisions automatisés grâce à une mise en données du réel. La spécificité de la gouvernance algorithmique repose sur le postulat voulant qu'au moyen de l'accumulation, de l'analyse et du traitement d'une gigantesque quantité de données (les *big data*), il soit possible d'anticiper les événements avant qu'ils surviennent. Grâce à l'accumulation et au traitement de ces données, il ne serait plus nécessaire de connaître les causes des problèmes sociaux, comme le prétendait le paradigme politique du gouvernement; il s'agirait plutôt d'agir de manière préemptive sur le réel afin d'empêcher toute transformation structurelle de la société. La gouvernance algorithmique vient ainsi court-circuiter l'ensemble des médiations politiques qui avaient pour ambition d'instituer politiquement des finalités normatives communes en vue de l'émancipation collective. S'appuyant sur une logique d'hyperpersonnalisation, la gouvernance algorithmique a ainsi la prétention de produire une norme qui colle immédiatement à chacun des individus<sup>26</sup>. Il s'agit de la réalisation en acte du fantasme postmoderne d'un monde sans représentation commune de la réalité. C'est la possibilité de débattre de l'écart entre la norme et le fait, donc le fondement même du politique qui est anéanti dans le cadre d'une nouvelle dictature de l'état de fait qui vise à assurer le maintien du *statu quo*.

L'idéal d'autogestion qu'on retrouvait au cœur de l'idéologie californienne<sup>27</sup>, laquelle a légitimé la montée en puissance des géants du numérique s'est ainsi mutée en egogestion, c'est-à-dire en gestion techno-bureaucratique d'individus particularisés qui, bien qu'émancipés des institutions sociales, se trouvent toujours plus dépendants de la capitalisation de leur existence<sup>28</sup>. En ce sens, en plus de constituer un lieu d'accumulation du capitalisme financiarisé, les plateformes numériques peuvent être considérées comme des dispositifs néolibéraux de subjectivation. Leur configuration réticulaire permet aux usagères et aux usagers de quantifier leurs activités et celles des autres, notamment en comparant leur popularité en fonction du nombre de contacts accumulés, participant ainsi à l'intégration de la rationalité cybernétique et néolibérale dans leur vie quotidienne. Les plateformes de type GAFAM — en offrant des services personnalisés aux individus egogrégaires qui refusent d'adhérer à une quelconque forme de culture commune — viennent court-circuiter le pouvoir des institutions politiques sous prétexte que la prise en charge des problèmes sociaux (en santé, environnement, culture, éducation, etc.) par les algorithmes est plus efficace que les services publics.

26 Antoinette Rouvroy, « Mise en (n)ombres de la vie même : face à la gouvernementalité algorithmique, repenser le sujet comme puissance », *Le Club de Mediapart*, 27 août 2012.

27 Richard Barbrook et Amdy Cameron « The californian ideology », *Science as Culture*, vol. 6, n° 1, 1996, p. 44-72.

28 Jacques Guigou, *La cité des ego*, Paris, L'Harmattan, 2008.

## Penser un monde postcapitaliste et postnumérique

En résumé, la stratégie de prédation des plateformes numériques consiste en ce que David Harvey nomme une accumulation par dépossession<sup>29</sup>. En effet, les GAFAM investissent massivement à l'heure actuelle dans les domaines qui sont considérés comme relevant des services publics ou du bien commun, notamment, la culture, la santé et l'éducation<sup>30</sup>. L'introduction des technologies numériques et de l'intelligence artificielle dans ces secteurs vise à transformer l'ensemble de l'activité sociale en données qui deviendront des actifs sur lesquels les géants technologiques pourront ponctionner une rente. C'est pourquoi le combat pour la défense des services publics doit impérativement être lié à une opposition farouche face à la numérisation généralisée du monde.

Pour penser politiquement une sortie du capitalisme à l'ère numérique, il faut se défaire de la conception fallacieuse selon laquelle il suffirait de mettre en place des règles éthiques afin d'encadrer l'usage de l'intelligence artificielle afin que l'innovation technologique soit plus équitable, plus représentative de la diversité et plus inclusive. L'intelligence artificielle est une technologie spécifiquement capitaliste en ce qu'elle est le produit du « *national-security, techno-financial, entertainment-surveillance complex* ». L'intelligence artificielle correspond à l'aboutissement de la logique d'abstraction et de quantification de l'activité humaine qu'on retrouve au fondement de la domination dépersonnalisée du capitalisme. Comme la marchandise, la technique moderne agit comme un fétiche, c'est-à-dire qu'elle fait écran. L'intelligence artificielle masque les immenses flux d'énergie humaine et naturelle nécessaires à son fonctionnement, elle fait donc écran sur le fait que son « usage » est prédéterminé par des impératifs productivistes et destructeur de l'environnement<sup>31</sup>. Comme le signalait l'historien de l'économie Harold Innis, toute technologie possède un biais qui s'exprime en termes spatiotemporels permettant à la classe dominante de contrôler l'espace et le temps et ainsi de monopoliser la connaissance<sup>32</sup>. Selon Innis, au sein des technologies de communication à l'ère industrielle, on retrouve une conception abstraite et mécanique du temps qui conduit à une forme de présentisme qui a pour effet de nous rendre amnésiques face à la réalité du développement aveugle des sociétés capitalistes. Depuis trois siècles, cette dernière vise la mise en place de moyens toujours plus perfectionnés pour automatiser les procédures de production, de décision et de contrôle, et expulser la subjectivité humaine au profit de

29 David Harvey, « *Le "nouvel impérialisme": accumulation par expropriation* », *Actuel Marx*, vol. 35, n° 1, 2004, p. 71-90.

30 José Van Dijck, Thomas Poell et Martijn de Waal, *The Platform Society. Public Values in a Connected World*, New York, Oxford University Press, 2018.

31 Alf Hornborg, *La magie planétaire. Technologies d'appropriation de la Rome antique à Wall Street*, Paris, Éditions divergences, 2021.

32 Harold Innis, *The Bias of Communication*, Toronto, University of Toronto Press, 2008.

mécanismes pseudo-objectifs, et ce, afin d'assurer la « soumission durable » de l'humanité à la mégamachine capitaliste et à son monopole de la connaissance automatisée. En ce sens, il est illusoire de croire qu'une révolution pourrait être orchestrée à partir des plateformes numériques comme Facebook ou TikTok puisque leur configuration encourage des comportements tyranniques de la part d'individus narcissiques qui, équipés d'outils leur donnant un sentiment d'omnipotence abstraite, mais politiquement impotents, cherchent à prendre leur revanche sur ce qui subsiste encore de monde commun en exprimant leur colère et leur ressentiment en ligne. Cette pratique, bien qu'elle n'ait aucune incidence sur la logique du système, même qu'elle le nourrit, fait uniquement office de catharsis<sup>33</sup>. Bref, pour paraphraser Rosa Luxembour, ou bien la société postcapitaliste sera postnumérique, ou bien on s'enfoncé dans la barbarie technologique<sup>34</sup>.

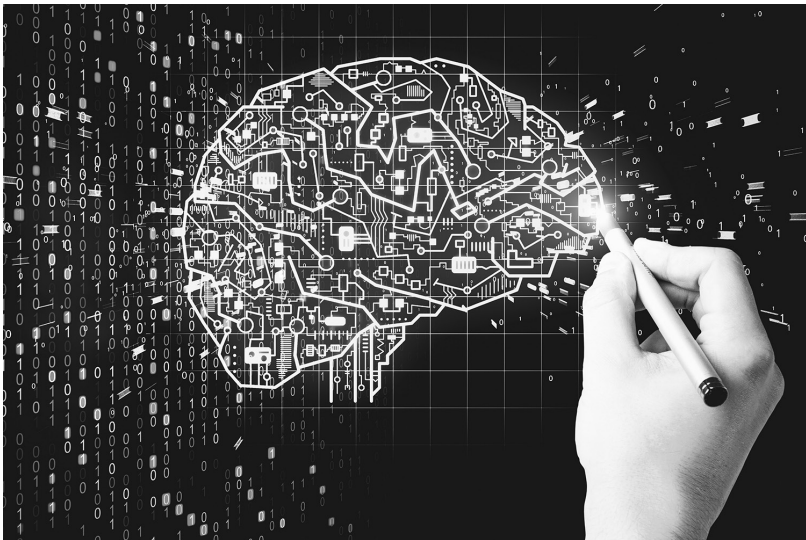


Photo : Adobe Stock Photo

33 Éric Sadin, *L'ère de l'individu tyran. La fin d'un monde commun*, Paris, Grasset, 2020.

34 À ce sujet, voir Jonathan Crary, *Scorched Earth. Beyond the Digital Age to a Post-Capitalist World*, New York, Verso, 2022.

## L'intelligence artificielle, une puissance médiocre

Philippe de Grosbois

*Professeur en sociologie au Collège Ahuntsic*

*Today, we pose this question to new powers  
Making bets on artificial intelligence, hope towers  
The Amazonians peek through  
Windows blocking Deep Blues  
As Faces increment scars  
Old burns, new urns  
Collecting data chronicling our past  
Often forgetting to deal with  
Gender race and class, again I ask  
« Ain't I a woman ? »*

- Joy Buolamwini, *AI, Ain't I A Woman ?*<sup>1</sup>

Alors qu'il y a une quinzaine d'années, les jeunes loups de la Silicon Valley ne cessaient de répéter que les développements de l'industrie de l'intelligence artificielle

<sup>1</sup> Joy Buolamwini, *AI, Ain't I A Woman ?*, YouTube, 28 juin 2018, <<https://www.youtube.com/watch?v=QxuyfWoVV98>>. *Ain't I a Woman ?* est un discours prononcé par la féministe afro-américaine Sojourner Truth en 1851. Traduction littérale du poème par la rédaction : Aujourd'hui, nous posons cette question à de nouvelles puissances / Nous parions sur l'intelligence artificielle, tours d'espoir / Les Amazoniens jettent un coup d'œil à travers / les fenêtres (Windows) bloquant les bleus profonds (Deep Blues) / alors que les visages augmentent (increment) les cicatrices / De vieilles brûlures, de nouvelles urnes / Collecte de données retraçant notre passé / Oubliant souvent de traiter du genre, de la race et de la classe, je demande à nouveau / « Ne suis-je pas une femme ? »

(IA) promettaient « d'amener un monde meilleur<sup>2</sup> », le discours du milieu est beaucoup plus dramatique aujourd'hui. Dans une récente émission spéciale de Radio-Canada sur l'intelligence artificielle, le chercheur montréalais Yoshua Bengio affirmait :

À partir du moment où on aurait des systèmes d'intelligence artificielle qui sont généralement beaucoup plus intelligents que nous, comment on fait pour les contrôler ? [...] Il n'y a pas d'exemple dans l'histoire d'espèce qui contrôle une autre espèce qui serait plus intelligente<sup>3</sup>.

Pourquoi les leaders d'une industrie mettent-ils autant d'efforts à nous avertir de potentielles menaces que leurs propres produits font peser sur les sociétés ? Dans une entrevue du balado *Tech won't save us*, la linguiste Emily Bender propose quelques éléments d'explication à ce curieux phénomène : si les problèmes à caractère apocalyptique « sont aussi attirants », c'est parce ces leaders « préfèrent réfléchir à un « méchant » imaginaire comme on en retrouve dans la science-fiction [...] plutôt que de regarder leur propre rôle dans les préjudices observés aujourd'hui<sup>4</sup> ». On pourrait ajouter que ce type de discours vient aussi renforcer l'apparence d'inéluctabilité de ces technologies.

Le travail de critique des développements en intelligence artificielle doit donc éviter un piège majeur, celui de contribuer à l'engouement autour de l'IA en lui attribuant des capacités qu'elle n'a pas réellement. Les discours critiques évoquant les risques d'une domination totale d'un technocapitalisme d'une grande efficacité sur des individus qui ont perdu toute agentivité risquent fort d'entretenir à leur manière ce mythe de l'IA surpuissante, en plus de négliger les effets tangibles des systèmes actuellement déployés sur des populations déjà marginalisées.

Dans cet article, je soutiens au contraire que la critique de l'IA doit plutôt mettre en lumière la *médiocrité* de cette dernière. Le terme peut sembler fort, il est vrai qu'il existe plusieurs types d'IA, et clairement, certaines innovations s'avèrent étonnamment efficaces pour répondre à des objectifs circonscrits, comme le fait l'informatique depuis plusieurs décennies. Cependant, en dernière analyse, les luttes qui nous attendent se situent dans le prolongement de celles qui nous occupent déjà depuis longtemps, soit une résistance au capitalisme, à l'hétéropatriarcat, au racisme et au colonialisme.

---

2 « *Make the world a better place* » : c'est une formule répétée comme un mantra et ridiculisée par la série humoristique *Silicon Valley*, <<https://www.youtube.com/watch?v=B8C5sjjhss0>>.

3 « Émission spéciale : L'intelligence artificielle décodée », *Radio-Canada Info*, 7 décembre 2023, 89<sup>e</sup> et 90<sup>e</sup> minutes, <[https://www.youtube.com/watch?v=QFKHd2k\\_RNE](https://www.youtube.com/watch?v=QFKHd2k_RNE)>.

4 « ChatGPT is not intelligent, Emily M. Bender », *Tech Won't Save Us*, 13 avril 2023, 51<sup>e</sup> minute, <[https://www.techwontsave.us/episode/163\\_chatgpt\\_is\\_not\\_intelligent\\_w\\_emily\\_m\\_bender](https://www.techwontsave.us/episode/163_chatgpt_is_not_intelligent_w_emily_m_bender)>. Ma traduction.

## « l'IA n'est pas artificielle et elle n'est pas intelligente <sup>5</sup> »

Il n'y a pas d'intelligence dans l'intelligence artificielle. De manière générale, on fait plutôt face à des développements informatiques qui ont permis à des algorithmes de repérer des occurrences dans d'énormes masses de données et de faire des prédictions sur cette base. Pour décrire les modèles de langage comme ChatGPT, Emily Bender a popularisé l'expression de « perroquet stochastique » (*stochastic parrot* <sup>6</sup>). Le terme « stochastique » fait référence à ce qui est généré à partir de variations aléatoires ; autrement dit, ChatGPT est un baratineur. Des féministes l'ont aussi comparé à ces hommes qui parlent avec une grande assurance de sujets qu'ils ne maîtrisent à peu près pas. Cela ne veut pas dire, par ailleurs, que ChatGPT n'a aucune utilité : par exemple, il est possible de synthétiser des textes ou de produire des tableaux à partir de bases de données. Il est néanmoins judicieux d'éviter d'exagérer ses capacités.

Il faut toujours garder à l'esprit tout ce qu'une intelligence dite « artificielle » vient puiser – piller, en termes clairs – et ce, tant au sein de nos sociétés que dans l'environnement. Les documents publiés dans le cadre de la poursuite du *New York Times* contre ChatGPT montrent que certains passages sont pratiquement du « copier-coller » d'articles publiés par le journal. ChatGPT repose également sur le travail d'employées du Kenya qui ont dû tracer la ligne entre le contenu acceptable et les propos haineux et violents, au prix de leur santé mentale et pour un salaire de 2 \$ l'heure. Le magazine *Time* rapporte que cette tâche a causé un nombre de traumatismes si important au sein de la force de travail que la firme sous-traitante Sama a mis fin au contrat avec OpenAI huit mois plus tôt que prévu <sup>7</sup>. Ce genre de « nettoyage des données » est nécessaire pour plusieurs systèmes en vogue aujourd'hui. Quant aux impacts environnementaux, on a déjà des chiffres éloquentes : l'IA générative a fait bondir la consommation d'eau chez Microsoft, propriétaire d'OpenAI qui a développé ChatGPT, de 34 % entre 2021 et 2022 <sup>8</sup>.

En dépit de tous ces effets négatifs et malgré des investissements considérables, l'IA demeure souvent médiocre. Les exemples abondent. Après des années, voire des décennies, d'annonces de l'arrivée imminente des voitures autonomes pour le public, celles-ci sont toujours « en route vers nulle part », selon Christian Wolmar, journaliste britannique spécialisé dans les enjeux de transport : « Les entreprises des technos ont

5 Cory Doctorow, « The AI hype bubble is the new crypto hype bubble », *Pluralistic*, 9 mars 2023, <<https://pluralistic.net/2023/03/09/autocomplete-worshippers/>>. Ma traduction.

6 Elizabeth Weil, « You are not a parrot and a chatbot is not a human. And a linguist named Emily Bender is very worried what will happen when we forget this », *New York Magazine*, 1<sup>er</sup> mars 2023.

7 Billy Perrigo, « OpenAI used Kenyan workers on less than \$2 per hour to make chatGPT less toxic », *Time*, 18 janvier 2023.

8 Nastasia Michaels, « 6,4 milliards de litres pour Microsoft : l'IA générative a-t-elle fait exploser la consommation d'eau des géants de la tech ? », *Geo*, 12 septembre 2023.

constamment sous-estimé la difficulté à égaler, sans parler d'améliorer, les aptitudes de conduite des humains<sup>9</sup> ».

Poursuivons avec d'autres exemples, d'abord concernant la désinformation par les fameux hypertrucages (*deepfakes*). On présente souvent le risque d'une guerre qui serait déclenchée par une fausse déclaration de la part de Vladimir Poutine ou de Joe Biden, mais la personne attentive remarquera qu'aucun article portant ces avertissements ne fournit d'exemple tangible où un tel trucage a produit un effet politique significatif sur une société. Plus largement, la désinformation en ligne a plutôt tendance à renforcer les opinions de personnes déjà sensibles au message politique véhiculé ; autrement dit, celles et ceux qui y adhèrent veulent souvent déjà y croire. Pour le reste, les hypertrucages et les fausses nouvelles ont surtout comme effet de généraliser le doute et la méfiance à l'égard de ce qui nous est présenté, ce qui est à l'opposé des capacités qu'on attribue à ces procédés, à savoir faire croire à son authenticité<sup>10</sup>.

Qu'en est-il des algorithmes des médias sociaux ? La recherche sur les fameuses « chambres d'écho » dans lesquelles les internautes risqueraient d'être « coincés » est loin d'être concluante. Le journaliste scientifique Jean-François Cliche présentait récemment des recherches montrant que « non seulement la plupart des gens sont exposés à toutes sortes de vues, mais ils s'engagent aussi sciemment dans des échanges avec des personnes aux convictions opposées<sup>11</sup> ». Les algorithmes des médias sociaux ne sont pas programmés et calibrés pour nous offrir ce qui correspond à nos intérêts et croyances, mais plutôt pour présenter du contenu qui nous garde sur le site afin d'accumuler des données à notre sujet et nous offrir de la publicité ciblée, ce qui n'est pas la même chose. À la limite, on pourrait comparer le *scrolling*, le défilement du contenu d'un écran, des années 2020 au *zapping* des années 1990 : on se demande, une heure plus tard, pourquoi on a perdu un tel temps à regarder du contenu aussi insignifiant...

Terminons avec le cas de la reconnaissance faciale. Il est loin d'être clair que la vidéosurveillance assistée par les algorithmes est si efficace. Entre 2017 et 2021, en prévision des Jeux olympiques de Paris, la Société nationale des chemins de fer français (SNCF) a testé 19 logiciels de vidéosurveillance algorithmique : seuls 9 ont eu une

9 Christian Wolmar, « Driverless cars were the future but now the truth is out: they're on the road to nowhere », *The Guardian*, 6 décembre 2023. Ma traduction.

10 J'ai développé davantage ces idées dans le livre *La collision des récits. Le journalisme face à la désinformation*, Montréal, Écosociété, 2022.

11 Jean-François Cliche, « Avons-nous tout faux sur les bulles Facebook ? », *Québec Science*, 12 janvier 2023. Voir aussi Laurent Cordonier et Aurélien Brest, « Comment les Français choisissent-ils leurs médias ? », *The Conversation*, 22 mai 2023.

performance supérieure à 50 %<sup>12</sup>. En 2018, il a été divulgué que le système de reconnaissance faciale utilisé par la Metropolitan Police de Londres avait produit 98 % de faux positifs : seules 2 alertes sur 104 étaient correctes<sup>13</sup>. Israël est un leader des technologies de surveillance, y compris celles de reconnaissance faciale, mais cela n'a aucunement été utile pour prévenir les attaques du Hamas le 7 octobre 2023.

### « L'IA est basée sur les données, et les données sont un reflet de notre histoire<sup>14</sup> »

À la lecture de ces exemples, on sera peut-être tenté de répondre : « Bien sûr, l'IA fait des erreurs, mais c'est parce que nous sommes seulement aux débuts de son développement ! » Mais en disant cela, ne sommes-nous pas en train de reprendre les arguments de vente de l'industrie ? Pour paraphraser le philosophe Hubert Dreyfus qui critiquait déjà les prétentions des chercheurs en intelligence artificielle dans les années 1970, ce n'est pas parce qu'on a atteint le sommet de la tour Eiffel qu'on est plus près d'atteindre la Lune...

Certes, l'IA actuelle permet des prouesses étonnantes et annonce plusieurs changements dans nos vies, notamment dans divers secteurs du travail. Mais, comme le dit Hubert Guillaud, « l'IA vise à accélérer la prise de décision bien plus qu'à l'améliorer<sup>15</sup> ». Il s'agit souvent de faire des gains de productivité à l'aide de logiciels qui simulent ou surveillent l'activité humaine avec une efficacité variable, faisant ainsi pression sur la force de travail. Ces bouleversements sont plus terre-à-terre que les menaces existentielles du style de *La Matrice*<sup>16</sup>, mais ils font pourtant partie de ceux qui doivent réellement nous préoccuper. Même une IA aux capacités restreintes peut causer des dégâts considérables ; on rejoint ici les préoccupations d'André Gorz pour qui les innovations technologiques doivent être développées dans une optique d'allègement du travail et d'augmentation de l'autonomie.

Cela étant, la soi-disant intelligence artificielle comporte des limites majeures dont rien n'indique qu'elles pourront un jour être dépassées. D'abord, les accomplissements issus des réseaux neuronaux et de l'apprentissage profond, contrairement à ce que

12 Jean-Marc Manach, « 50 % des algorithmes de vidéosurveillance testés par la SNCF jugés "insatisfaisants" », *Next*, 4 janvier 2024.

13 Jon Sharman, « Metropolitan's Police facial recognition technology 98 % inaccurate, figures show », *The Independent*, 13 mai 2018.

14 Phrase de Joy Buolamwini, dans le documentaire de Shalini Kantayya, *Coded Bias*, États-Unis, 7<sup>th</sup> Empire Media, 2020, 6<sup>e</sup> minute.

15 Hubert Guillaud, « L'IA vise à accélérer la prise de décision, bien plus qu'à l'améliorer ! », *InternetActu*, 6 janvier 2022, <<https://www.internetactu.net/2022/01/06/lia-vise-a-accelerer-la-decision-bien-plus-qua-lameliorer/>>.

16 NDLR. Film de science-fiction australo-américain sorti en 1999 qui dépeint un futur dans lequel la plupart des humains perçoivent la réalité à travers une simulation virtuelle, étant connectés à la « Matrice », créée par des machines douées d'intelligence afin de les asservir.



ces termes laissent entendre, ne signifient pas que ces systèmes possèdent les capacités de saisir le *sens* des créations humaines. L'IA ne comprend pas ce qu'elle voit et ne fait pas preuve de créativité : elle fournit des réponses et des prédictions de manière probabiliste, sur la base des données qui lui ont été fournies. En dernière analyse, l'IA contemporaine soulève une question épistémologique : qu'est-ce que les données nous concernant, si vastes et intrusives sont-elles, saisissent véritablement de ce que nous sommes ? Jusqu'à quel point peut-on traduire les émotions, aspirations, craintes et espoirs d'un être humain en données chiffrées ou en code informatique ?

Il y a une autre limite structurelle à l'IA actuelle : puisque les générateurs de langage ou d'images et les algorithmes d'aide à la prise de décision s'appuient inévitablement sur des données du passé, cela leur donne un biais, un angle, éminemment conservateur. Ils tendent à reproduire les iniquités, stéréotypes, dominations et oppressions déjà présents dans nos sociétés, en leur donnant un vernis « neutre » parce que « mathématique ».

Ici aussi, les exemples sont nombreux. La chercheuse et militante Joy Buolamwini a bien démontré que plusieurs logiciels de reconnaissance faciale sont très inefficaces pour identifier ou même simplement repérer les visages des personnes noires<sup>17</sup>. Les six cas d'arrestations erronées basées sur la reconnaissance faciale répertoriés par l'American Civil Liberties Union impliquent tous des personnes noires<sup>18</sup>.

Les logiciels de prédiction de la criminalité posent le même genre de problèmes. Aux États-Unis, ces systèmes de décision automatisés peuvent assister la police en indiquant où patrouiller sur la base de données passées, ou encore peuvent aider des juges à évaluer les risques de récidive afin de déterminer la caution ou les conditions de probation d'individus.

Or, sachant que les systèmes judiciaires et policiers occidentaux sont fortement imprégnés de racisme et de classisme systémiques – certains quartiers étant surveillés par rapport à leur taux de criminalité réel ou certains groupes condamnés étant l'objet de peines et de conditions plus sévères en raison de préjugés du système judiciaire –, les logiciels s'appuyant sur de telles données tendent à reproduire ces inégalités et injustices<sup>19</sup>.

Il en est de même lorsque des compagnies de crédit ou d'assurance assignent un classement aux individus pour déterminer leur solvabilité ou leur niveau de risque : une personne avec un dossier sans faille peut voir celui-ci dénaturé par le recours à

17 Voir le documentaire *Coded Bias*, *op. cit.*

18 « Meet Porcha Woodruff, Detroit woman jailed while 8 months pregnant after false AI facial recognition », *Democracy Now!*, 9 août 2023.

19 Julia Angwin, Jeff Larson, Surya Mattu et Lauren Kirchner, « Machine bias », *ProPublica*, 23 mai 2016. Voir aussi Jonathan Durand Folco et Jonathan Martineau, *Le capital algorithmique. Accumulation, pouvoir et résistance à l'ère de l'intelligence artificielle*, Montréal, Écosociété, 2023, p. 208-226.

des probabilités basées sur les dossiers de personnes aux caractéristiques sociales similaires. C'est aussi le cas pour les admissions universitaires ou collégiales, pour l'attribution d'un logement social, pour l'embauche et les évaluations au travail<sup>20</sup>... Bref, on risque de renforcer des formes automatisées de ségrégation économique, genrée ou raciale effectuées par des systèmes qualifiés d'intelligents.

### « L'IA étroite se résume à des mathématiques<sup>21</sup> »

Le mythe d'une IA surpuissante, redoutablement efficace, incontrôlable et menaçante est tenace. Du *Frankenstein* de Mary Shelley aux récits glaçants de la série *Black Mirror*, en passant par *2001: l'odyssée de l'espace* et les films *Terminator*, on constate une propension récurrente à fantasmer des machines qui dépassent, voire asservissent, l'être humain.

Ce mythe n'est pas seulement entretenu par des œuvres de fiction. Il est frappant de constater aujourd'hui des points de convergence entre les avertissements lancés par les gourous de l'univers des technos et certains discours critiques de l'IA, notamment les craintes à l'égard d'une domination totale d'une forme technologique sur les vies humaines. Alors que le chercheur Yoshua Bengio s'inquiète d'une IA qui aurait de tels désirs d'autopréservation qu'on ne pourrait plus la débrancher – « Si elle raisonne un peu, elle va se rendre compte qu'un humain pourrait effectivement la débrancher. Que fera-t-elle ? Elle pourrait se dupliquer sur d'autres machines<sup>22</sup> » –, le philosophe Eric Martin entrevoit « notre enfermement aliénant dans le monde forclos du jugement-machine et du capitalisme automatisé, un "monde sans humains" où nous n'aurons pas disparu, mais serons devenus les objets de machines-sujets qui penseront à notre place<sup>23</sup> ». Pour son collègue Maxime Ouellet, « la capacité de la praxis sociale d'instituer des normes [...] se trouve anéantie » par les algorithmes et les *big data*, « [en] modelant la régulation sociale sur l'anticipation de l'action des sujets<sup>24</sup> ».

Ces perspectives critiques posent plusieurs problèmes. D'abord, en surestimant les capacités de l'IA, on entretient le discours actuel de légitimation de l'industrie. Ensuite, les inquiétudes concernant un « futur plus ou moins proche » éveillent des fantasmes dystopiques enivrants, mais nous amènent à négliger les problèmes moins *glamour* que l'IA pose dès maintenant : par exemple, à l'heure actuelle les hypertrucages

20 On trouvera plusieurs exemples documentés de ces phénomènes dans le livre de Cathy O'Neil, *Weapons of Math Destruction*, New York, Crown, 2016.

21 Phrase de Meredith Broussard dans *Coded Bias*, *op. cit.*

22 Philippe Mercure, « Convaincs-moi... que l'intelligence artificielle menace l'humanité », *La Presse*, 12 septembre 2023.

23 Eric Martin, « L'éthique de l'intelligence artificielle, ou la misère de la philosophie 2.0 à l'ère de la quatrième révolution industrielle », *Cahiers Société*, n° 3, 2021, p. 216.

24 Maxime Ouellet, *La révolution culturelle du capital. Le capitalisme cybernétique dans la société globale de l'information*, Montréal, Écosociété, 2016, p. 225-226.

servent davantage à dénuder des femmes sans leur consentement qu'à perturber des campagnes électorales. Troisièmement, en opposant l'IA – ou les robots ou les machines – à l'Humanité avec un grand H, on tend à laisser de côté les effets négatifs plus prononcés de ces technologies sur les groupes de la population qui sont déjà davantage opprimés, exploités et marginalisés. Enfin, en postulant que ce développement technologique amène notre société dans une ère totalement inédite, on tend à sous-estimer la capacité de l'IA à reconduire sous un nouveau visage des formes de domination anciennes et connues.

Ce n'est d'ailleurs pas une coïncidence si les critiques que j'ai amenées dans cet article sont issues en grande majorité du travail de femmes racisées telles que Joy Buolamwini, Timnit Gebru, Safiya Noble et Meredith Broussard<sup>25</sup>. Or, certaines analyses nous invitent plutôt à entrevoir les perspectives critiques féministes et antiracistes de l'IA comme une simple extension de la sphère de l'éthique libérale, qui chercherait essentiellement à améliorer ces systèmes. En d'autres termes, ces critiques ne seraient pas porteuses de radicalité. Par exemple, Eric Martin écrit :

Dans la nouvelle éthique sans politique contemporaine, [...] les seules questions autorisées ne concernent pas le caractère désirable du développement des robots, mais portent sur la manière de les programmer afin qu'ils ne soient pas sexistes ou racistes. On s'attaquera ainsi aux problèmes par *le petit bout de la lorgnette*, ce qui évitera de poser d'importantes questions sur le plan macrosociologique, à savoir par exemple que le développement du capitalisme détruit aussi bien les sociétés que la nature. Il y a donc, dit Castoriadis, « abandon du décisif *au profit du trivial* », et parler de ce dernier à profusion servira commodément d'écran médiatico-spectaculaire pour faire oublier la totale soumission sur le plan du premier<sup>26</sup>.

Je partage les critiques d'Eric Martin selon lesquelles l'éthique libérale sert effectivement de légitimation aux développements de l'industrie, particulièrement à Montréal où l'éthique est devenue un élément central de l'image de marque de l'IA locale. Cependant, il m'apparaît curieux de considérer que la déconstruction des systèmes d'oppression patriarcale et raciale serait « triviale » alors que ceux-ci concernent la grande majorité de la population de la planète.

25 Voir notamment Joy Buolamwini, *Unmasking AI*, New York, Random House, 2023; Safiya Umoja Noble, *Algorithms of Oppression. How Search Engines Reinforce Racism*, New York, New York University Press, 2018; Meredith Broussard, *Artificial Unintelligence*, MIT Press, 2019. Pour un portrait de plusieurs de ces chercheuses, voir Lorena O'Neil, « These women tried to warn us about IA », *RollingStone*, 12 août 2023, <<https://www.rollingstone.com/culture/culture-features/women-warnings-ai-danger-risk-before-chatgpt-1234804367/>>.

26 Eric Martin, *op. cit.*, p. 205. Je souligne.

Par ailleurs, il est erroné de prétendre que la critique féministe et antiraciste de l'IA se contente d'accompagner l'expansion du capitalisme en lui donnant un visage diversitaire ou woke, comme le veut la terminologie réactionnaire de notre époque. Observons par exemple le travail militant de l'Algorithmic Justice League (AJL) fondée par Buolamwini. L'organisation a pour objectif de sensibiliser la population et les élu·es aux biais et autres méfaits que peut amener l'IA. Leur site Web présente en détail leurs perspectives de lutte. On y explique par exemple que :

la justice requiert qu'on empêche l'IA d'être utilisée par les personnes au pouvoir pour augmenter leur niveau absolu de contrôle, particulièrement s'il s'agit d'automatiser des pratiques d'injustice bien ancrées historiquement, telles que le profilage racial par les forces policières, les biais sexistes à l'embauche et la sur-surveillance de communautés immigrantes. La justice implique de protéger les personnes ciblées par ces systèmes<sup>27</sup>.

On y trouve également une critique de l'éthique en intelligence artificielle :

L'utilisation de l'éthique n'est pas en soi problématique, mais a mené à la prolifération de « principes en IA » avec peu de moyens pour les appliquer en pratique. [...] De notre point de vue, il s'agit d'une approche limitée, parce qu'elle ne crée pas d'obligations ou n'interdit pas certains usages de l'IA. [...] Si nous nous soucions uniquement de faire des améliorations aux jeux de données et aux processus informatiques, nous risquons de créer des systèmes techniquement plus précis, mais également plus susceptibles d'être utilisés pour de la surveillance massive et d'accentuer des pratiques policières discriminatoires<sup>28</sup>.

Ainsi, on voit qu'une critique féministe et antiraciste peut très bien s'inscrire dans une perspective abolitionniste face à certains développements technologiques et nourrir une dénonciation radicale du capitalisme.

Surtout, ce genre d'ancrage permet de mettre en lumière que ces développements techniques s'inscrivent dans l'histoire plus générale de la science, et de la manière dont une science médiocre a pu s'articuler à des visées de domination et d'exploitation. Comme le dit Cory Doctorow, « le racisme scientifique est parmi nous depuis des siècles<sup>29</sup> ». Au XIX<sup>e</sup> siècle, la phrénologie prétendait pouvoir identifier le caractère d'une personne, et notamment sa propension à la criminalité, à partir de la forme de son crâne. Au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, des mathématiciens de renom ont participé à la fondation des statistiques telles qu'on les connaît parce qu'elles permettaient

27 The Algorithmic Justice League, *Learn more*, <<https://www.ajl.org/learn-more>>. Ma traduction.

28 *Ibid*. Ma traduction.

29 Cory Doctorow, « Machine learning is a honeypot for phrenologists », *Pluralistic*, 15 janvier 2021, <<https://pluralistic.net/2021/01/15/hover-calling/#phrenology>>. Ma traduction.

d'escamoter leurs conclusions eugénistes derrière un paravent prétendument objectif<sup>30</sup>. Aujourd'hui, des chercheurs publient des articles dans des revues scientifiques prestigieuses dans lesquelles ils affirment que des systèmes d'intelligence artificielle leur permettent d'identifier l'orientation sexuelle ou les affiliations politiques d'un individu à partir de simples photos du visage<sup>31</sup>.

Si la science et la technique médiocres ont fréquemment été des instruments de domination et d'exploitation, cette perspective historique permet aussi de nourrir l'espoir : la mauvaise science et la mauvaise technique peuvent être contestées et rejetées. Au-delà de la technologie elle-même, le problème est ultimement politique : ce dont il est question, c'est du pouvoir qui mobilise l'IA, du pouvoir que l'IA permet de développer sur les populations et du pouvoir qu'il nous faut construire pour se l'approprier ou l'abolir.



*Photo : Adobe Stock Photo*

30 Voir Aubrey Clayton, « How eugenics shaped statistics », *Nautilus*, 27 octobre 2020.

31 Voir Catherine Stinson, « The dark past of algorithms that associate appearance and criminality », *Scientific American*, vol. 109, n° 1, 2021, et Cory Doctorow, « Machine learning... », *op. cit.*

# De quelques effets bien concrets

# Capitalisme de surveillance, intelligence artificielle et droits humains

Dominique Peschard

*Comité surveillance des populations, IA et droits humains*

*Ligue des droits et libertés*

Le vingt et unième siècle a vu l'essor d'une nouvelle phase de développement du capitalisme qualifiée par Shoshana Zuboff de capitalisme de surveillance<sup>1</sup>, alors que d'autres, comme Jonathan Durand Folco et Jonathan Martineau, parlent plutôt de capitalisme algorithmique<sup>2</sup>. Dans cet article, nous utiliserons l'une ou l'autre de ces appellations, selon l'angle d'analyse.

Ce nouveau capitalisme, fondé sur l'exploitation des données personnelles rendues disponibles par un monde de plus en plus hyperconnecté a été développé par des entreprises qui, jeunes pousses (*startups*) au début des années 2000, ont aujourd'hui la plus haute capitalisation boursière. Ces entreprises ont pu déployer leur activité sans qu'aucun mécanisme ne les régule. L'essor débridé de ce nouveau capitalisme bouleverse les rapports sociaux sur tous les plans et représente une menace pour les libertés et la démocratie, en plus d'avoir des répercussions majeures sur de nombreux droits humains en matière de santé, de travail et d'environnement.

## Les fondements du capitalisme de surveillance

Au début des années 2000, Google cherche à rentabiliser son moteur de recherche et se rend compte que l'activité des usagères et usagers génère une masse de données qui permettent d'en inférer leurs goûts, leur orientation sexuelle, leur état de santé

1 Shoshana Zuboff, *L'âge du capitalisme de surveillance*, Paris, Zulma, 2020.

2 Jonathan Durand Folco et Jonathan Martineau, *Le capital algorithmique*, Montréal, Écosociété, 2023.

physique et psychologique, etc. Ces données, que Shoshana Zuboff qualifie de surplus comportemental, possèdent une grande valeur marchande car elles permettent, après traitement, de vendre davantage de publicité en ciblant les personnes les plus réceptives et d'orienter leurs comportements. Elles constituent le nouveau pétrole, la matière première du capitalisme de surveillance.

Les géants du numérique, en particulier Facebook, n'ont pas tardé à s'engouffrer dans la voie ouverte par Google. La collecte de données sur nos comportements ne connaît plus de limites. La prolifération d'objets connectés permet de scruter nos vies et nos corps dans leurs recoins les plus intimes : capteurs corporels qui enregistrent nos signes vitaux, lits connectés qui surveillent notre sommeil, assistants vocaux qui espionnent nos conversations, balayuses robotisées dotées de caméras qui se promènent partout dans la maison. La capture de données a été investie par des entreprises dont le produit n'a au départ rien à voir avec la collecte de données. L'exemple des fabricants d'automobiles est frappant.

Aux États-Unis, la compagnie sans but lucratif Mozilla a décrit les voitures comme le pire produit qu'elle a examiné en matière de violation de la vie privée<sup>3</sup>. Les constructeurs d'autos collectent de l'information à partir de vos interactions avec votre véhicule, des applications que vous utilisez, de vos communications téléphoniques avec l'application mains libres, de vos déplacements, ainsi que de tiers comme Sirius XM et Google Maps. Or, 84 % des fabricants avouent partager ces informations avec des fournisseurs de services ou des agrégateurs de données, 76 % disent qu'ils peuvent les vendre et 56 % déclarent qu'ils les fournissent au gouvernement ou à la police sur simple demande. Parmi les informations que l'utilisateur ou l'utilisateur « accepte » de partager, il peut y avoir l'activité sexuelle (Nissan et Kia) et six compagnies mentionnent les informations génétiques. De plus, 92 % des fabricants donnent peu ou pas de contrôle à l'utilisateur ou l'utilisateur et présumant que vous acceptez ces politiques en achetant leur véhicule. Seuls Renault et Dacia, dont les voitures sont vendues en Europe et soumises à la réglementation européenne, offrent une réelle option de refus. Tesla, la pire des compagnies examinées par Mozilla, vous informe que vous pouvez refuser la collecte de ces informations mais que votre voiture pourrait souffrir des dommages et devenir... inopérante !

Au Québec, les lois de protection des renseignements personnels font barrière à de telles pratiques. Une entreprise ne peut recueillir de renseignements personnels qu'avec le consentement de la personne et pour une fin déterminée. Ce consentement peut être retiré en tout temps. L'entreprise ne peut recueillir que les renseignements nécessaires aux fins déterminées avant la collecte. Cette obligation de limiter

3 Jen Caltrider, Misha Rykov et Zoë MacDonald, Mozilla, *It's official: cars are the worst product category we have ever reviewed for privacy*, Fondation Mozilla, 6 septembre 2023, <<https://foundation.mozilla.org/nl/privacy-notincluded/articles/its-official-cars-are-the-worst-product-category-we-have-ever-reviewed-for-privacy/>>.



la cueillette aux seuls renseignements nécessaires est impérative et une entreprise ne peut y déroger même avec le consentement de la personne concernée. Par ailleurs, il est possible de recueillir des renseignements personnels au moyen d'une technologie capable d'identifier des personnes, de les localiser ou d'en effectuer le profilage. Cependant, cela ne doit être fait qu'avec le consentement des personnes de sorte que cette technologie doit être désactivée par défaut. Les sanctions en cas de non-respect de la loi peuvent être importantes. Cela dit, on peut se demander dans quelle mesure la Commission d'accès à l'information (CAI) pourra s'assurer du respect de ces dispositions dans un marché mondial de l'automobile. Contrairement à l'assistant vocal qu'on peut refuser d'acheter, la voiture est un bien essentiel pour beaucoup de personnes.

### **Information, débat public et démocratie**

Les données comportementales récoltées peuvent tout aussi bien être utilisées pour influencer des processus démocratiques comme les référendums et les élections. Le cas de Cambridge Analytica est bien documenté. Cette compagnie a exploité jusqu'en 2014 la possibilité offerte par Facebook aux développeurs d'application d'avoir accès aux données de tous les amis des utilisatrices et utilisateurs de l'application. C'est ainsi qu'elle a pu obtenir les données de 87 millions de personnes. Ces données lui ont permis de cibler des électrices et des électeurs et de les bombarder de messages susceptibles de les inciter à appuyer Donald Trump aux élections de 2016. La compagnie est également intervenue pour influencer sur le vote de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, le Brexit.

Le fonctionnement même des plateformes contribue à polluer le débat démocratique. Pour mousser l'engagement de l'internaute, les plateformes mettent à l'avant-plan les « nouvelles » les plus sensationnalistes et, par le fait même, se trouvent à faire la promotion de fausses nouvelles (*fake news*). Pour maintenir son intérêt, elles vont proposer des liens vers des sites qui confortent son opinion, ce qui le confine dans des chambres d'écho qui favorisent la montée de l'extrémisme. Les conséquences sont particulièrement graves dans les pays du Sud global, où les mécanismes de modération de contenu de Facebook sont particulièrement peu nombreux et peu efficaces. La propagation de fausses nouvelles a exacerbé la violence ethnique en Éthiopie et contribué au génocide des Rohingyas au Myanmar.

En même temps, nous assistons à la destruction accélérée des médias traditionnels provoquée par ces plateformes. La circulation d'une information fiable et diversifiée, essentielle à la vie démocratique, est laminée par le capitalisme algorithmique.

## Le problème des méfaits en ligne

Le fonctionnement même des plateformes est propice à la prolifération d'activités toxiques ou carrément illégales en ligne. En réponse aux populations qui leur demandent d'agir, les gouvernements ont entrepris d'adopter des projets de loi ayant pour but de sévir contre ces méfaits.

En juillet 2021, le gouvernement du Canada a proposé de créer un seul système pour traiter cinq types de méfaits très différents : le discours haineux, le partage non consensuel d'images intimes, le matériel d'abus sexuel d'enfant, le contenu incitant à la violence et le contenu terroriste.

Le projet aurait créé un régime de surveillance appliqué par les plateformes qui inciterait celles-ci à retirer du contenu rapidement, sous peine d'amendes sévères, sur simple dénonciation d'un tiers et sans possibilité d'appel. La menace à la liberté d'expression était patente. De plus, les plateformes auraient été obligées de partager ces contenus avec les forces de l'ordre et les agences de sécurité nationale.

Face au tollé qu'a suscité son projet, le gouvernement est retourné à la planche à dessin et nous attendons toujours un nouveau projet. Cette saga illustre la difficulté de régler les dommages en ligne sans tomber dans une autre forme de surveillance liberticide. Peut-on éviter ce dilemme sans remettre en question le modèle d'affaires des plateformes qui tirent profit de ce genre d'activités ?

## Les effets délétères sur la santé

Les plateformes sont fondées sur une rétroaction conçue pour développer une dépendance aux écrans, ce qui a des conséquences délétères sur la santé. Elles peuvent favoriser l'isolement au détriment de rapports sociaux significatifs. L'effet est particulièrement dévastateur pour les jeunes et affecte les filles plus que les garçons. Dans sa dénonciation de Facebook, la lanceuse d'alerte Frances Haugen<sup>4</sup> a dévoilé des études internes de Facebook selon lesquelles 13,5 % des adolescentes au Royaume-Uni avaient constaté un accroissement de leurs pensées suicidaires après s'être inscrites sur Instagram et 17 % avaient vu leurs troubles alimentaires augmenter. Instagram a contribué à empirer la situation de 32 % des filles qui ont des problèmes d'image corporelle. Aux États-Unis, en octobre 2023, 33 États ont intenté une poursuite contre Instagram et Meta pour avoir délibérément induit une dépendance à leur plateforme tout en étant conscients des dommages potentiels.

---

4 Bobby Allyn, *Here are 4 key points from the Facebook whistleblower's testimony on Capitol Hill*, National Public Radio, 5 octobre 2021.

## Un désastre environnemental

L'impact environnemental de ce nouveau stade de développement du capitalisme est largement absent du débat public alors que sa croissance fulgurante a des conséquences majeures en matière de pollution et, surtout, de consommation de ressources naturelles et énergétiques. Bien qu'il soit le nouveau carburant d'une croissance incompatible avec la résolution de la crise climatique, il est plutôt présenté à la population comme une économie de l'immatériel relativement inoffensive.

Un simple courriel avec une pièce jointe peut laisser une empreinte carbone d'une vingtaine de grammes. La transmission de vidéos est encore plus énergivore. Le cas extrême du clip *Gangnam Style* du chanteur sud-coréen Psy, visionné 1,7 milliard de fois par an, équivaut à la consommation annuelle d'une ville française de 60 000 personnes<sup>5</sup>. La production et la transmission boulimiques de données engendrent une consommation d'énergie faramineuse qui représenterait 10 % de l'énergie électrique de la planète<sup>6</sup>. Cette production de données est en croissance exponentielle. Elle est multipliée par quatre tous les cinq ans<sup>7</sup> et la production projetée pour 2035 est d'environ 50 fois celle de 2020, soit 2142 zettaoctets<sup>8</sup>. La discussion sur les systèmes d'intelligence artificielle (IA) comme ChatGPT néglige le coût énergétique de ces outils. L'utilisation d'algorithmes comme Bard, Bing ou ChatGPT dans des requêtes de recherche multiplierait par dix l'empreinte carbone des recherches.

Cette croissance sans limites du stockage et de la transmission de données et l'utilisation d'algorithmes de plus en plus puissants pour les traiter entraînent une explosion des infrastructures telles que la 5G<sup>9</sup> et des centres de données et de calculs gigantesques. L'obsolescence programmée des appareils augmente d'autant la consommation de matières premières comme les métaux rares, ce qui a des effets désastreux sur l'environnement. La croissance illimitée du numérique est un obstacle à la décarbonation de l'économie et à la sortie de la crise climatique, crise qui menace le droit à la santé, à l'alimentation, au logement et même à la survie de millions de personnes.

## Surveillance étatique et policière

La masse de données que le capitalisme de surveillance a produites à des fins lucratives constitue une mine d'or pour les services de police et de sécurité nationale

5 Institut Sapiens, Paris, cité dans Guillaume Pitron, *L'enfer numérique. Voyage au bout d'un like*, Paris, Les liens qui libèrent, 2021, p. 168.

6 Pitron, *ibid.*

7 Pitron, *ibid.*, p. 334.

8 Un zettaoctets = 10<sup>20</sup> octets.

9 NDLR. La 5G est la cinquième génération de réseaux de téléphonie mobile. Elle succède à la quatrième génération, appelée 4G, et propose des débits plus importants ainsi qu'une latence fortement réduite.

qui fonctionnent de plus en plus selon une logique de surveillance généralisée des populations et d'un maintien de l'ordre prédictif<sup>10</sup>.

En 2013, Edward Snowden dévoilait l'étendue de l'appareillage d'espionnage de la National Security Agency (NSA) des États-Unis et la puissance des outils qui lui donnent accès aux données de Microsoft, Yahoo, Google, Facebook, PalTalk, AOL, Skype, YouTube et Apple. Rappelons que la NSA est le chef de file d'un consortium de partage de renseignements, les *Five Eyes*, formé des agences d'espionnage des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et du Canada. La mise sur pied de centres de surveillance ne se limite pas aux agences de renseignement et de sécurité nationale. Les forces policières se dotent de plus en plus de centres d'opérations numériques qui analysent en temps réel toutes les informations disponibles pour diriger les interventions de la police sur le terrain<sup>11</sup>. Les informations traitées proviennent autant des banques de données des services de police que des images des caméras de surveillance publiques et privées ainsi que des informations extraites des réseaux sociaux par des logiciels. Les banques de données des forces policières contiennent des données sur des citoyennes et des citoyens qui n'ont jamais été condamnés pour un quelconque crime, données issues d'interpellations fondées sur le profilage racial, social ou politique.

### *Maintien de l'ordre prédictif*

Les forces policières ont de plus en plus recours à des systèmes de décisions automatisés (SDA) pour exploiter les masses croissantes de données dont elles disposent. Des SDA sont utilisés, entre autres, pour cibler les lieux où des délits sont susceptibles de se produire ou les individus susceptibles d'en commettre. Ces systèmes de maintien de l'ordre prédictif sont alimentés de données qui renforcent une tendance à la répression de certaines populations. Comme le dit Cathy O'Neil, dans son livre sur les biais des algorithmes : « Le résultat, c'est que nous criminalisons la pauvreté, tout en étant convaincus que nos outils sont non seulement scientifiques, mais également justes<sup>12</sup> ». Les quartiers pauvres sont également ceux où l'on retrouve une plus grande proportion de personnes racisées, ce qui alimente également les préjugés racistes des SDA et des interventions policières.

10 Un système conçu pour prédire nos comportements à partir de l'utilisation de données.

11 Martin Lukacs, « Canadian police expanding surveillance powers via new digital "operations centres" », *The Breach*, 13 janvier 2022, <<https://breachmedia.ca/canadian-police-expanding-surveillance-powers-via-new-digital-operations-centres/>>.

12 Cathy O'Neil et Cédric Villani, *Algorithmes. La bombe à retardement*, Paris, Les Arènes, 2020, p. 144.

## Le rôle des entreprises privées

Les logiciels de SDA nécessaires pour interpréter ces masses de données sont fournis par des compagnies comme IBM, Motorola, Palantir qui ont des liens avec l'armée et les agences de renseignement et d'espionnage. Des compagnies comme Stingray fabriquent du matériel qui permet aux forces policières d'intercepter les communications de téléphones cellulaires afin d'identifier l'utilisateur ou l'utilisateur et même d'accéder au contenu de la communication. Le logiciel Pegasus de la compagnie israélienne NSO, qui permet de prendre le contrôle d'un téléphone, a été utilisé par des gouvernements pour espionner des militantes et militants ainsi que des opposantes et opposants. D'autres entreprises comme Clearview AI et Amazon fournissent des données de surveillance aux forces policières. Clearview AI a collecté des milliards de photos sur Internet et offre aux forces policières de relier l'image d'une personne à tous les sites où elle apparaît sur le Net. Le Commissaire à la protection de la vie privée du Canada a déclaré illégales les actions de Clearview AI ainsi que l'utilisation de ses services par la Gendarmerie royale du Canada (GRC).

La compagnie Amazon est emblématique du maillage entre le capitalisme de surveillance et les forces policières. Selon une étude de l'American Civil Liberties Union (ACLU), cette compagnie entretient une relation de promiscuité avec les forces policières et les agences de renseignement allant jusqu'à partager les informations sur ses utilisatrices et utilisateurs et à conclure des contrats confidentiels avec ces agences<sup>13</sup>.

Le système Ring d'Amazon est en voie de constituer un vaste système de surveillance de l'espace public par les forces policières aux États-Unis. Les sonnettes Ring sont dotées de caméras qui scrutent en permanence l'espace public devant le domicile. L'utilisateur ou l'utilisateur d'une sonnette Ring accepte par défaut qu'Amazon rende les images de sa sonnette accessibles aux services de police. Environ 2 000 services policiers ont déjà conclu des ententes avec Amazon pour avoir accès à ces caméras<sup>14</sup>, le tout sans mandat judiciaire !

Tous ces développements se font sans débat public et sans transparence des forces policières. Ces pratiques vont à l'encontre du principe de présomption d'innocence selon lequel une personne ne peut faire l'objet de surveillance policière sans motif. Elles contournent également l'exigence d'un mandat judiciaire dans le cas des formes intrusives de surveillance. En ciblant les quartiers et les populations jugés à risque, elles renforcent les différentes formes de profilage policier et de discrimination.

13 Emiliano Falcon-Morano, *Sidewalk : The Next Frontier of Amazon's Surveillance Infrastructure*, American Civil Liberties Union (ACLU), 18 juin 2021.

14 Lauren Bridges, « Amazon Ring's is the largest civilian surveillance network the US has ever seen », *The Guardian*, 18 mai 2021.

Le cadre légal qui gouverne la police doit être mis à jour de façon à protéger la population contre une surveillance à grande échelle. La surveillance de masse doit être proscrite et des techniques particulièrement menaçantes, comme la reconnaissance faciale, doivent être interdites tant qu'il n'y aura pas eu de débat public sur leur utilisation.

## Législation sur la protection de la vie privée au service du capital

Les premières lois de protection des renseignements personnels ont été adoptées dans les années 1980 et 1990. Afin de les adapter à l'ère numérique, particulièrement dans le contexte du développement de l'intelligence artificielle, l'Assemblée nationale adoptait la Loi 25, sanctionnée le 22 septembre 2021<sup>15</sup>.

Bien que la Loi 25 comporte certaines avancées, notamment quant aux pouvoirs de la Commission d'accès à l'information (CAI) en cas de fuite de données, son objet principal consiste à libéraliser la communication et l'utilisation des données et à autoriser de multiples échanges de renseignements personnels entre ministères et organismes publics, le tout sans le consentement de la personne concernée.

La Loi 25 abolit le mécanisme de contrôle préalable de la CAI sur la communication de renseignements personnels sans le consentement de la personne concernée à des fins d'étude, de recherche ou de statistiques. On passe donc d'un régime d'autorisation à un régime d'autorégulation de la communication sans consentement de renseignements nominatifs possiblement très sensibles<sup>16</sup>. Un régime en partie similaire a été établi par la Loi 5 quant aux renseignements relatifs à la santé.

Le projet de loi 38<sup>17</sup>, sanctionné le 6 décembre 2023, s'inscrit dans cette lignée. Les organismes publics, désignés comme source officielle de données numériques gouvernementales, n'auront plus à faire approuver par la CAI leurs règles de gouvernance des renseignements personnels. De plus, sur simple autorisation du gouvernement, des renseignements personnels détenus par l'État pourraient être utilisés sans consentement dans le cadre de projets pilotes, à de vagues fins d'étude, d'expérimentation ou d'innovation dans le domaine cybernétique ou numérique.

Les données que détiennent les organismes publics et les ministères constituent un bien collectif qui suscite la convoitise. En effet, les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) de même que des entreprises pharmaceutiques et technologiques investissent de plus en plus le domaine médical. Les données confiées à des entreprises étatsuniennes sont assujetties au *Cloud Act* et au *Patriot Act* des États-Unis,

15 NDLR. La Loi 25 désigne certaines dispositions de la Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels dans le secteur privé.

16 Anne Pineau, « Le capitalisme de surveillance peut dormir tranquille! », *Droits et libertés*, vol. 39, n° 2, 2020.

17 Devenu la Loi modifiant la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement et d'autres dispositions législatives.

quel que soit leur lieu physique d'hébergement. Pierre Fitzgibbon, aujourd'hui ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, a qualifié en 2020 les données que détient la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) de « mine d'or ». Il ajoutait : « La stratégie du gouvernement, c'est carrément de vouloir attirer les "pharmas", quelques "pharmas", à venir jouer dans nos platebandes, profiter de ça<sup>18</sup> ».

L'étude de l'*Institut de recherche et d'informations socioéconomiques* (IRIS) sur le financement octroyé par le gouvernement du Québec à l'IA en santé confirme la vision du ministre. L'étude démontre que les fonds publics sont alloués de manière disproportionnée à des projets de recherche menés en partenariat avec de jeunes pousses et des entreprises internationales du secteur pharmaceutique. Le rôle du réseau de la santé et des services sociaux consiste à fournir des données massives et le terrain d'expérimentation dont ces entreprises ont besoin pour développer leurs produits avant de pouvoir les commercialiser internationalement. Comme le souligne l'IRIS, « la multiplication des projets d'ouverture des données est directement liée à la pression pour développer le plus rapidement possible une industrie utilisant l'IA » et « les champs d'application de l'IA sont principalement centrés autour des marchés construits par l'industrie pharmaceutique et l'industrie du numérique<sup>19</sup> ». Ce sont des marchés qui favorisent une médecine de pointe individualisée, la multiplication des tests diagnostiques et une surutilisation de l'imagerie médicale, une médecine curative coûteuse au détriment d'une médecine préventive qui s'attaque aux problèmes de santé de la population. Cette orientation est intrinsèquement discriminatoire. La médecine de pointe bénéficie principalement aux couches aisées de la population, alors qu'elle sous-finance les soins de base et néglige les déterminants sociaux de la santé qui sont à la source des problèmes de santé des plus pauvres.

## **Pouvoir algorithmique, discrimination et exclusion**

Le capitalisme algorithmique ne se contente pas d'envahir le champ des données comportementales des individus à des fins commerciales. Il cherche à pénétrer toutes les sphères d'activités ainsi que les institutions publiques et à imposer une gouvernance algorithmique qui sert ses intérêts. Selon Jonathan Durand Folco et Jonathan Martineau, « La régulation algorithmique comprend un ensemble de savoirs et de dispositifs permettant de *représenter* la réalité sociale par la collecte et l'analyse de données massives, de *diriger* des contextes d'interaction par l'instauration de règles, normes et systèmes de classification opérés par les algorithmes, et d'*intervenir* plus ou moins directement pour modifier les comportements des individus<sup>20</sup> ».

18 Marie-Michèle Sioui, « Québec veut attirer les pharmaceutiques avec les données de la RAMQ », *Le Devoir*, 21 août 2020.

19 Myriam Lavoie-Moore, *Portrait de l'intelligence artificielle en santé au Québec*, Montréal, IRIS, 2023.

20 Durand Folco et Martineau, *op. cit.*, p. 201.

Les systèmes de décision automatisés (SDA) qui reposent sur l'IA sont maintenant utilisés pour décider qui aura accès à un prêt hypothécaire, qui sera éligible à une assurance. Aux États-Unis, les SDA sont même utilisés pour décider qui sera admis à l'université et quelle détenue ou détenu aura droit à une libération conditionnelle. Le jugement humain est de plus en plus écarté du processus de prise de décision. Les algorithmes derrière ces systèmes sont entraînés à partir de compilations massives de données sociétales qui reflètent les préjugés historiques de nos sociétés envers les femmes, les Autochtones, les minorités sexuelles et de genre, les personnes racisées et marginalisées, et perpétuent ainsi les discriminations. Ces SDA sont complexes et protégés par les droits de propriété intellectuelle. Leur fonctionnement opaque ne fait pas l'objet d'un examen public indépendant. Les personnes peuvent difficilement en appeler des décisions injustes dont elles sont victimes.

L'utilisation de ces systèmes implique que les individus doivent dorénavant transiger avec les institutions publiques et les entreprises au moyen d'outils informatiques que toutes et tous ne possèdent pas ou ne maîtrisent pas. La vie numérique renforce les exclusions déjà effectives. Plusieurs revendications sont mises de l'avant pour contrer ces atteintes au droit à l'égalité : possibilité de refuser un traitement automatisé, possibilité de connaître les raisons d'une décision et d'en appeler, obligation de transparence quant au fonctionnement des SDA.

## **Le défi...**

Nous sommes au tout début de la prise de conscience du capitalisme de surveillance et de ses effets. Comme on le constate, le développement de ce nouveau capitalisme soulève de nombreux enjeux de droits qui dépassent le seul droit à la vie privée. La surveillance et la manipulation des comportements sont des atteintes à l'autonomie des individus, à la vie démocratique et au droit à l'information. Le manque de transparence dans la collecte de données et les systèmes de décision automatisés qui servent à la prise de décision sont source de discrimination et accentuent le déséquilibre de pouvoir entre les individus d'une part, les géants du numérique et les gouvernements d'autre part. Les phénomènes de dépendance et l'impact environnemental du capitalisme de surveillance portent atteinte au droit à la santé et à un environnement sain.

À ses débuts, dans les années 1990, Internet était source d'espoir. Il allait briser le monopole des grands médias traditionnels, écrits et électroniques sur le débat public et permettre à des voix qui n'avaient pas accès à ces moyens de se faire entendre et de s'organiser. Cet espoir n'était pas sans fondement et Internet a effectivement permis à de nombreux mouvements sociaux (*MeToo*, *Black Lives Matter*, la campagne pour l'abolition des mines antipersonnel...) de se développer à une échelle mondiale et d'avoir une portée. Les réseaux sociaux permettent de diffuser et de dénoncer



en temps réel les violations des droits aux quatre coins de la planète. On a aussi vu comment ces moyens de communication pouvaient être utiles en temps de pandémie. Cela ne doit toutefois pas nous faire perdre de vue que, si nous n'intervenons pas, le développement du numérique sous la gouverne du capitalisme de surveillance comporte de graves dangers pour les droits humains.

Un chantier de réflexion s'impose sur cette nouvelle économie des données, de même que sur l'approche consistant à définir les données collectives comme une propriété commune devant être juridiquement et économiquement socialisée. Nous devons pouvoir mettre ce nouvel univers numérique et de communication ainsi que l'IA au service du bien commun. Le défi des prochaines années consiste à se réapproprier ces outils numériques afin de les rendre socialement utiles. Le capitalisme de surveillance n'est pas une fatalité !

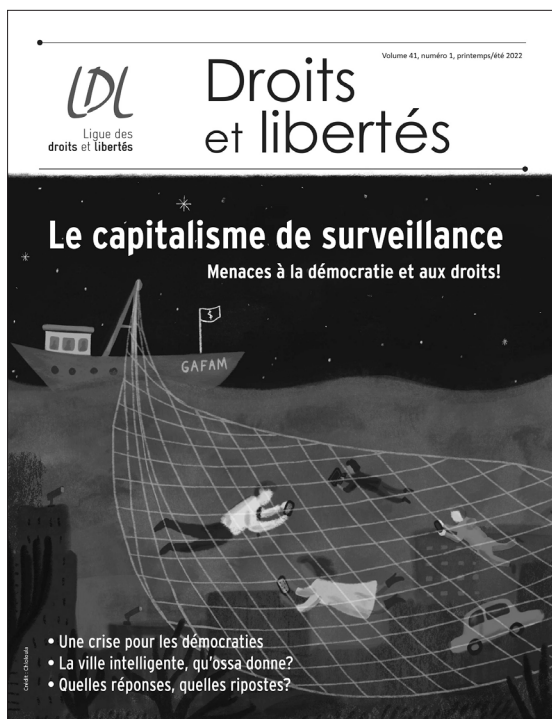


Photo : Chloé Chaboud

# De quelques considérations sur l'avenir

# Bilan de luttes

# Conjoncture

# Libérer la parole citoyenne face à une école qui va mal

Jean Trudelle

*Professeur retraité et militant syndical<sup>1</sup>*

L'école québécoise va mal: en témoignent d'innombrables lettres aux médias à chaque rentrée scolaire, la désertion de la profession dans les cinq premières années d'environ 20 % des nouvelles enseignantes et enseignants, la grève et la mobilisation importante des enseignantes et enseignants à l'automne 2023, ainsi que les cris d'alarme nombreux et récurrents de spécialistes, observatrices et observateurs de l'éducation. Dans un documentaire d'Érik Cimon, *L'école autrement*<sup>2</sup>, Guy Rocher laisse tomber cette phrase terrible: « J'ai honte de ce qu'est devenue l'école québécoise ». Ce grand sociologue, l'un des architectes du Rapport de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec, le fameux rapport Parent, commentait alors l'iniquité de notre système scolaire.

Pendant ce temps, le gouvernement de la Coalition avenir Québec (CAQ), totalement imperméable à ces appels de détresse, fricote et pilote sans vergogne des projets de loi décriés par le milieu. Les consultations sont factices et les résistances organisées totalement ignorées, à l'instar de la levée de boucliers provoquée par le projet de loi 23, finalement adopté le 7 décembre 2023, qui retire au Conseil supérieur de l'éducation sa mission de veiller à la qualité de l'ensemble du réseau d'éducation québécois, qui accroît une centralisation administrative déjà exagérée et qui crée un institut d'excellence dont plusieurs craignent qu'il ne vienne dicter des pratiques pédagogiques censées relever de l'autonomie professionnelle.

---

1 Jean Trudelle a été président de la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ-CSN) de 2009 à 2012. Il milite actuellement dans le groupe Debout pour l'école !

2 Érik Cimon, *L'école autrement*, documentaire, 52 min., *Télé-Québec*, 2022.

Cette détérioration à petit feu de l'école publique dure depuis trop longtemps. Pour faire le point et organiser une réflexion large sur la situation, le regroupement citoyen Debout pour l'école a lancé, au printemps 2023, une vaste consultation populaire, *Parlons éducation*, sur l'état de l'éducation un peu partout dans la province, conjointement avec trois autres groupes citoyens – Je protège mon école publique, École ensemble et le Mouvement pour l'école moderne et ouverte (MÉMO) – et avec l'appui d'une cinquantaine d'organisations partenaires. Dans le but avoué de libérer la parole citoyenne, *Parlons éducation* s'est décliné en une vingtaine de forums organisés dans 18 villes du Québec. À cela s'est ajoutée la tenue de rencontres destinées spécifiquement aux jeunes, à partir d'un guide conçu par un comité jeunesse et reprenant les grandes lignes du matériel proposé dans les forums.

Il s'agissait d'un véritable pari, basé sur la conviction que des échanges sur la situation étaient nécessaires et souhaités par un nombre élevé de personnes interpellées par la condition de notre système éducatif. Pari gagné : à partir d'un *Document de participation*<sup>3</sup>, plus de mille personnes ont participé à une cinquantaine d'ateliers, entre mars et juin 2023, consacrant un vendredi soir et un samedi entier à discuter des cinq thèmes proposés : la mission de l'école, l'iniquité actuelle du système scolaire, le sort réservé à certaines populations laissées pour compte, les conditions dégradées d'exercice et de travail des personnels et la démocratie scolaire. Parallèlement, plusieurs centaines de jeunes s'exprimaient aussi sur les mêmes sujets.

Au-delà d'une participation importante à ces forums et aux ateliers jeunesse, il faut souligner la qualité des interventions et la richesse des échanges. Même si les constats avérés par l'exercice sont loin d'être reluisants, le fait de pouvoir les partager, d'en discuter les causes et les conséquences a eu, entre autres, l'effet de raviver l'espoir qu'il se passe quelque chose en éducation.

## De graves problèmes

Dès la conclusion des forums et ateliers jeunesse, une équipe de cinq personnes s'est attelée à produire la synthèse du millier de pages de transcription des échanges. Rendu public le 6 décembre dernier, le portrait<sup>4</sup> qu'elle trace de notre école est désolant.

Il y a longtemps que *la mission de l'école* n'a pas été revue et qu'elle n'a pas fait l'objet d'un débat public. Le moins qu'on puisse dire, c'est que sa déclinaison actuelle – instruire, socialiser, qualifier – n'est pas comprise de la même manière par tout le monde. La dimension « qualification » semble avoir pris trop de place ou ne couvrir

3 Forums citoyens Parlons éducation, *Document de participation*, printemps 2023, <DocumentParticipation\_ParlonsEducation%20.pdf>.

4 Debout pour l'école, *Des citoyennes et citoyens ont parlé d'éducation. Il faut les écouter !*, Synthèse des propos tenus dans les forums citoyens et les ateliers jeunesse de Parlons éducation, novembre 2023, <[https://deboutpourlecole.org/uploads/files/syntheseforums\(1\).pdf](https://deboutpourlecole.org/uploads/files/syntheseforums(1).pdf)>.

que la formation de la main-d'œuvre future ; le terme « instruction » fait l'impasse sur l'éducation et l'interprétation de « socialiser » est pour le moins variable.

Or, à l'heure où de grands bouleversements sociaux sont en cours (dérèglements climatiques, omniprésence du numérique, désinformation, développement fulgurant de l'intelligence artificielle, pour ne nommer que ceux-là) ne serait-il pas opportun de faire le point sur ce qu'on attend de l'école ? Ne serait-il pas impératif de rebâtir un consensus social sur la mission de l'école et de la recentrer sur l'élève, selon une visée de développement personnel, d'ouverture sur les enjeux de société, d'émancipation et de formation citoyenne critique ? Cela favoriserait certainement une meilleure synergie de l'ensemble des intervenantes et intervenants en éducation et permettrait de mieux juger de l'adéquation avec les moyens consentis au système scolaire.

À propos de *l'iniquité actuelle du système scolaire*, les participantes et participants en avaient long à dire. Déjà dénoncée par le Conseil supérieur de l'éducation dans son rapport de 2016<sup>5</sup>, la segmentation des populations étudiantes de l'école québécoise semble s'être accentuée, si l'on se fie aux nombreux témoignages recueillis. Les effets sont délétères.

Cette réalité est beaucoup plus prégnante dans les grands centres. Avec la présence d'écoles privées subventionnées et le foisonnement de projets particuliers sélectifs à l'école publique, le système québécois est devenu un véritable marché scolaire où règne le culte de la performance<sup>6</sup>. Comme le soulignent plusieurs, il s'agit d'un cercle vicieux : complètement privée de la possibilité d'une saine émulation entre pairs et aux prises avec une concentration indue de cas lourds, l'école publique, qui assume seule toutes ces classes qu'on dit maintenant *ordinaires*, suffoque et ne peut plus assurer l'égalité des chances de réussite aux enfants qui la fréquentent. Les parents craignent d'y envoyer leurs enfants et font tout pour les inscrire ailleurs, ce qui accentue le problème. On parle déjà de sélection à la fin du primaire ! La course effrénée à une prétendue « meilleure école », avec ce que cela suppose de stress pour les parents comme pour les enfants, est-ce bien ce que nous voulons comme système éducatif ?

Le *Document de participation* aux forums faisait aussi état de nombreuses *populations scolaires laissées pour compte dans le système actuel*. Dans ce domaine, les problèmes sont connus depuis longtemps : les ateliers ont permis de confirmer qu'ils perdurent ! Le manque de moyens, en particulier l'insuffisance de personnels spécialisés, pour venir en aide aux élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation

5 Conseil supérieur de l'éducation, *Remettre le cap sur l'équité*, Rapport sur l'état et les besoins de l'éducation 2014-2016, Québec, 2016.

6 On parle d'une école à trois vitesses. Voir notamment : Anne Plourde, *Où en est l'école à trois vitesses au Québec ?*, IRIS, 19 octobre 2022 ; Philippe Etchecopar, Ghislaine Lapierre, Marie-Christine Paret, Fikry Rizk et Jean Trudelle, « Projets particuliers et ségrégation scolaire. Une meilleure école... pour tout le monde », *Nouveaux Cahiers du socialisme*, n° 26, 2021.

ou d'apprentissage (EHDA) est criant, alors que le nombre d'enfants présentant des problèmes particuliers a explosé au Québec depuis une quinzaine d'années, un phénomène dont le gouvernement ne semble pas s'inquiéter. La trop grande proportion d'élèves en difficulté dans les classes régulières, le manque de services de soutien, le temps grugé par les formalités administratives liées à l'évaluation des cas, tout cela s'ajoute aux différents obstacles à surmonter pour répondre adéquatement aux besoins des élèves.

Il y a aussi peu de ressources et de soutien pour garantir la reconnaissance, la valorisation et l'inclusion des savoirs, des valeurs et des points de vue des Premières Nations et des Inuits dans le système scolaire. Dans les régions où la présence autochtone est importante, il s'agit d'une réalité bien concrète qui constitue un frein puissant à l'intégration scolaire des élèves.

Même si beaucoup d'efforts ont été mis pour accueillir les élèves nouvellement arrivés au Québec, des accompagnements additionnels demeurent nécessaires. On insiste, par exemple, sur l'importance d'assurer l'accès à des cours de francisation gratuits et prolongés pour les enfants, mais aussi pour leur famille, et de fournir les ressources nécessaires au bon fonctionnement des classes d'accueil et à la mise en œuvre de mesures favorisant la mixité interculturelle.

Le peu de valorisation de la formation professionnelle (FP) constitue un obstacle important à la scolarisation de nombreux jeunes qui auraient de l'intérêt pour des formations diplômantes dans une grande variété de métiers utiles et bien rémunérés. Ils pourraient trouver dans cette filière – c'est déjà le cas pour certains secteurs – la motivation à persévérer dans leurs études ou pour raccrocher. L'importance de la formation générale des adultes (FGA) a aussi été mise de l'avant comme « seconde chance » pour des élèves en difficulté au secondaire, pour des décrocheuses ou décrocheurs ou pour tout adulte qui a besoin de formation générale pour acquérir des connaissances et des compétences de base. La FGA mérite plus de reconnaissance et de moyens pour lui permettre de jouer le rôle spécifique et nécessaire qui lui est dévolu dans le système éducatif.

Les critiques nombreuses faites aux *conditions d'exercice et de travail de la profession enseignante* ne surprendront personne : l'appui de la population aux grèves de l'automne 2023 dans le cadre des négociations des conventions collectives du secteur public montre que la situation est connue du grand public. Dans les forums, plusieurs enseignantes et enseignants ont illustré par des exemples bien concrets ce qu'est devenu leur métier. Une reddition de comptes beaucoup trop lourde qui restreint l'autonomie professionnelle, la lourdeur de la tâche, la place énorme de l'évaluation au regard du temps nécessaire pour l'apprentissage, le trop grand nombre d'élèves en difficulté dans les classes, la précarisation des emplois et des conditions de travail,



autant d'éléments qui se résument en un unique cri du cœur : il n'y a pas d'espace pour s'occuper vraiment des élèves !

Les commentaires débordent largement la seule situation de l'enseignement. On a notamment soulevé de façon récurrente l'insuffisance des différents personnels d'appui à l'enseignement. Les écoles doivent composer avec un manque de psychologues, d'orthophonistes et d'employé-e-s de soutien, inutile de dire que les services aux élèves en pâtissent, ce qui augmente d'autant la tâche enseignante.

Sur la *démocratie scolaire*, finalement, les participantes et les participants en avaient aussi beaucoup à dire. Sans doute faut-il éviter de généraliser trop rapidement, mais on a rapporté à de nombreux endroits que les conseils d'administration des centres de services scolaires (CSS) se comportent souvent comme des chambres d'écho de décisions prises en amont. Les conseils d'établissement fonctionnent mieux, mais leur pouvoir d'orientation et de décision est très limité. Si l'ancien modèle des commissions scolaires présentait des défauts, l'abolition de celles-ci par la loi 40 en 2020 a empiré les choses, et la récente loi 23, qui donne davantage de pouvoirs au ministre sur les directions des CSS, ne va certainement pas améliorer la démocratie scolaire.

L'existence d'une forme d'omerta dans le milieu scolaire a par ailleurs été plusieurs fois dénoncée dans les échanges. Peut-être basée en partie sur une fausse conception du devoir de réserve, mais sûrement entretenue par une peur bien réelle de représailles, les artisans du monde scolaire n'osent pas dénoncer les situations problématiques qu'ils observent. Dans au moins deux régions du Québec, une directive interne aurait d'ailleurs circulé de la part de la direction des CSS pour déconseiller la participation de membres du personnel aux forums *Parlons éducation*.

Le thème de l'éducation est large et plusieurs sujets n'ont pas pu être traités directement dans les ateliers des forums. Mais les échanges ont été émaillés de nombreuses références à la tyrannie de la gestion axée sur les résultats – incompatible avec un milieu éducatif et porteuse de dérives dans le fonctionnement des écoles –, à l'obsession de l'évaluation, à la nécessité de valoriser le français et les compétences langagières sous toutes leurs formes ainsi qu'au problème des surdiagnostics et de la médicalisation qui ont cours dès la petite enfance, pour ne nommer que ceux-là.

## **Que faire ?**

Il y aura eu, en dernière analyse, bien peu de controverses dans ces forums, tant ont pu émerger sur chaque sujet des consensus spontanés. Mais au-delà du tableau déprimant que l'exercice a brossé de l'école québécoise, il faut souligner l'appétit des participantes et des participants pour qu'il se passe quelque chose, pour qu'on trouve le moyen de forcer la mise en œuvre de changements à apporter au système scolaire. Plusieurs orientations et éléments de solutions ont d'ailleurs été proposés lors de ces rencontres.

Que faire face à un gouvernement « téflon » qui prend systématiquement les choses par le mauvais bout ? Qui, par exemple, cherche éperdument du nouveau personnel, sans se préoccuper des causes de cette défection ? Qui, en contradiction flagrante avec son discours, centralise les pouvoirs et refuse d'écouter la parole citoyenne ?

La réflexion sur ces questionnements a commencé avant même la fin des forums citoyens. Ces derniers ont pu permettre d'avaliser l'état des lieux : il faut, dans une deuxième phase, dégager un consensus sur les chantiers les plus urgents à mettre en place et se centrer sur la formulation des solutions les plus pressantes pour que l'école québécoise soit véritablement équitable et émancipatrice.

Une tâche moins simple qu'elle n'y paraît : il est plus facile de s'entendre sur les problèmes à dénoncer que sur la nature des solutions à préconiser ! C'est tout de même à élaborer une telle démarche que s'est attelé le collectif citoyen *Debout pour l'école*, tout de suite après les forums.

Le collectif s'est d'abord restructuré, embauchant un coordonnateur à plein temps et se dotant d'un comité directeur d'une douzaine de personnes qui a établi un plan de travail.

Dans une première étape, des groupes constitués (communautaires, citoyens, syndicaux) seront invités, à partir de la synthèse des forums, à formuler les changements qu'il faudrait apporter au système scolaire, en ciblant les plus pressants d'entre eux. Qu'est-ce qui devrait être entrepris au premier chef pour que le système éducatif québécois puisse véritablement offrir à tous les enfants une éducation de qualité, inclusive et émancipatrice ? À partir d'un outil d'animation, tous les groupes seront conviés à participer à cette démarche. Des comités régionaux sont déjà à pied d'œuvre pour susciter des rencontres régionales autour de cette question.

Le comité directeur de *Debout pour l'école* fera ensuite la synthèse des commentaires et propositions reçues, pour élaborer une déclaration qui, en plus de cerner concrètement des priorités, étayera et argumentera solidement chacune d'elles.

L'idée générale est d'obtenir ultimement un appui formel d'une part importante de la société civile. Il faut rappeler qu'une cinquantaine d'organisations avaient positivement répondu pour appuyer la tenue des forums citoyens. Cette fois, elles seront sollicitées pour un appui politique aux revendications principales qui seront retenues.

## **Un rendez-vous national**

Il y a fort à parier cependant que l'obtention d'un consensus, même très large, sur l'urgence de mettre en place quelques chantiers prioritaires en éducation au Québec, ne suffira pas à influencer un gouvernement qui n'écoute personne.

Depuis des lustres, au Québec, on *gère* l'éducation, devenue un poste budgétaire parmi d'autres. L'impulsion à ne considérer l'éducation que sous l'angle de la productivité a été donnée par François Legault lui-même, alors ministre de l'Éducation, au début des années 2000. Depuis, à coup de plans de réussite, la préoccupation pour la quantité de jeunes diplômé·e·s a largement pris le pas sur celle de la nature et de la qualité de l'éducation qu'elles et ils reçoivent. L'éducation vue comme capital individuel à développer dans un monde de concurrence : le paradigme, foncièrement néolibéral, a fait son chemin. Pourquoi dès lors s'embarrasser de réflexions ou de débats sur le bien commun ?

Ce cadre idéologique est d'autant plus alarmant que pour entreprendre avec succès des réformes progressistes, il faut au préalable prendre le temps et les moyens d'obtenir des consensus sociaux. À titre d'exemple, citons le cas du financement de l'école privée. Combien de parents de la classe moyenne, attachés à l'idée que l'élitisme sert les intérêts de leurs enfants, combattraient avec vigueur le plan du groupe citoyen École ensemble<sup>7</sup> et l'idée même d'une école commune ?

S'il est possible qu'une déclaration commune sur l'avenir de l'école québécoise soit élaborée et qu'elle rassemble suffisamment d'appuis, il faudra donner à la publication d'une telle déclaration toute l'envergure nécessaire. C'est la raison pour laquelle Debout pour l'école pense organiser, en 2025, un *grand rendez-vous national sur l'éducation* dans le but de lancer publiquement cette *déclaration* et d'exiger du gouvernement qu'il y donne suite.

Un tel rendez-vous pourrait constituer une pression politique importante et mettre de l'avant des idées essentielles, à une petite année des élections provinciales, tout en se faisant le porte-voix de la nécessité d'agir en éducation. Cela pourrait être aussi un lieu d'échange privilégié sur des problématiques qui, tout en étant importantes, n'auront pas trouvé leur chemin vers les éléments essentiels d'une déclaration.

Outre Debout pour l'école, plusieurs groupes militent au Québec pour une meilleure éducation. Rappelons qu'École ensemble, le Mouvement pour une école moderne et ouverte et Je protège mon école publique étaient aussi impliqués dans l'organisation des forums. L'existence de ces groupes, le succès des forums citoyens *Parlons éducation*, l'ampleur des grèves enseignantes du secteur public et le soutien qu'elles ont reçu, tout cela laisse entrevoir qu'une importante mobilisation provenant de la base pourrait se constituer en faveur d'une refonte progressiste de l'école québécoise.

C'est ce qui donne espoir et ce à quoi Debout pour l'école<sup>8</sup> entend travailler au cours des prochains mois.

---

7 L'école ensemble propose de transformer les écoles privées en écoles pleinement financées, mais sans droit de sélectionner les élèves et dans le cadre d'une carte scolaire qui respecte la diversité sociale. Voir : <<https://www.ecoleensemble.com/reseaucommun>>.

8 On peut devenir membre en allant sur son site : <<https://deboutpourlecole.org/>>.

# Les autrices et auteurs

## LES AUTRICES ET AUTEURS

- Achard, Flavie : syndicaliste, professeure de biologie à la retraite au Cégep Montmorency et coordonnatrice des *Nouveaux Cahiers du socialisme*.
- Bédard, Rachel : directrice générale et littéraire des éditions du *Remue-ménage*.
- Boudreau, Philippe : professeur de science politique au Collège Ahuntsic, responsable des notes de lecture.
- Charland, Mario : détenteur d'une maîtrise en philosophie de l'Université du Québec à Trois-Rivières.
- Darbouze, James : enseignant-chercheur à l'Université d'État d'Haïti, philosophe, sociologue et militant.
- De Grosbois, Philippe : professeur en sociologie au Collège Ahuntsic.
- Durand Folco, Jonathan : professeur à l'École d'innovation sociale Élisabeth-Bruyère de l'Université Saint-Paul.
- Faccioli, Giuliana : étudiante à la maîtrise à l'Université York.
- Gagné, Learry : philosophe et chercheur indépendant.
- Lacoursière, Benoît : professeur de science politique au Collège de Maisonneuve et secrétaire général et trésorier de la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN).
- Lavallière, Édouard : professeur de philosophie retraité du Cégep de Jonquière et trésorier du Collectif d'analyse politique, éditeur des *Nouveaux Cahiers du socialisme*.
- Lavoie-Moore, Myriam : chercheuse à l'IRIS et professeure adjointe à l'École de communications sociales de l'Université Saint-Paul.
- Lefebvre-Faucher, Valérie : écrivaine, éditrice, codirectrice de la revue *Liberté*.
- Léveillé, Jérémie : bachelier en arts libéraux et en informatique.
- Martin, Eric : professeur de philosophie au Cégep St-Jean-sur-Richelieu.
- Martineau, Jonathan : professeur adjoint au Liberal Arts College de l'Université Concordia.
- Miller, Mélissa : étudiante à la maîtrise en histoire à l'Université de Montréal et membre du collectif Archives Révolutionnaires.
- Morinville, Cynthia : professeure au Département des sciences de l'environnement à l'Université du Québec à Trois-Rivières.

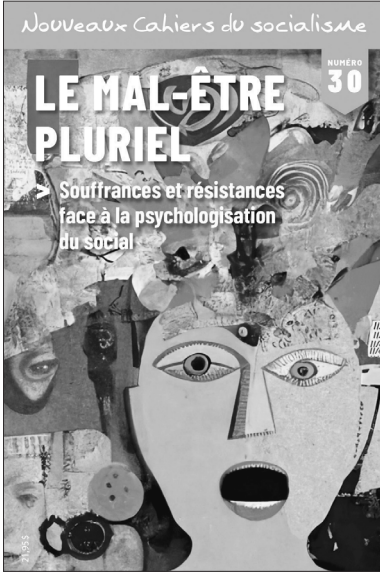
- Mouterde, Pierre : sociologue et essayiste et membre du comité de rédaction des *Nouveaux Cahiers du socialisme*.
- Ouellet, Maxime : professeur à l'École des médias de l'Université du Québec à Montréal.
- Peschard, Dominique : membre du Comité surveillance des populations, IA et droits humains à la Ligue des droits et libertés.
- Quesnel, Caroline : enseignante de littérature au Collège Jean-de-Brébeuf et présidente de la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN).
- Tremblay-Boily, Guillaume : chercheur à l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS) et responsable de la partie Parcours militant des *Nouveaux Cahiers du socialisme*.
- Theurillat-Cloutier, Fanny : professeure de sociologie au Cégep Marie-Victorin et membre du comité de rédaction des *Nouveaux Cahiers du socialisme*.
- Trudelle, Jean : professeur de physique retraité du Collège Ahuntsic, ex-président de la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ-CSN) de 2009 à 2012, militant du groupe Debout pour l'école !
- Vielmas, Sebastián : politicologue.
- Vincent, André : professeur en infographie retraité du Collège Ahuntsic, édimestre des *Nouveaux Cahiers du socialisme* et membre du comité de rédaction des *Nouveaux Cahiers du socialisme*.
- Yerochewski, Carole : sociologue, membre du comité de rédaction des *Nouveaux Cahiers du socialisme*.

# REVUES CULTURELLES QUÉBÉCOISES



ARTS DE LA SCÈNE  
ARTS VISUELS  
CINÉMA  
CRÉATION LITTÉRAIRE  
CULTURE ET SOCIÉTÉ  
HISTOIRE ET PATRIMOINE  
LITTÉRATURE  
MUSIQUE  
THÉORIES ET ANALYSES

**sodep**  
revues culturelles  
québécoises  
SODEP.QC.CA



## DOSSIER - LE MAL-ÊTRE PLURIEL. SOUFFRANCES ET RÉSISTANCES FACE À LA PSYCHOLOGISATION DU SOCIAL

### INTRODUCTION AU DOSSIER

- Mal-être pluriel. Souffrances et résistances face à la psychologisation du social  
CAROLE YEROCHEWSKI, CÉCILE VAN DE VELDE, ALAIN SAINT-VICTOR, ISABELLE RUELLAND, CHANTAL ISMÉ, SALVADOR DAVID HERNANDEZ

### CAPITALISME, COLONIALISME, PATRIARCAT ET INTERSECTIONNALITÉ DES MAL-ÊTRE

- Les jeunes ni en emploi, ni aux études, ni en formation : pression sociale, mal-être et résistance  
QUENTIN GUATIERI
- La fatigue de compassion dans une société capitaliste et patriarcale  
CATHERINE CÔTÉ
- La vulnérabilité des travailleurs agricoles mexicains saisonniers face à la COVID-19  
ZUEMY M. CAHUICH CAHUICH
- Néolibéralisme, risque et suicide  
ELIANA CARDENAS

### MAL-ÊTRE DANS LES ORGANISATIONS DU TRAVAIL

- Le bien-être par l'autonomie au travail : historicisation d'une impasse  
ISABELLE RUELLAND
- Les voies trompeuses de la réalisation de soi au travail  
ISABELLE FORTIER
- Les conducteurs Uber : entre l'illusion du choix et la surveillance panoptique  
RABIH JAMIL

- La positivité toxique : la dictature du bonheur au travail  
ANGELO SOARES
- Santé mentale au travail et action syndicale : des défis à relever  
MÉLANIE DUFOUR-POIRIER ET NICOLAS CHAIGNOT DELAGE

### RÉSISTANCES INDIVIDUELLES ET COLLECTIVES

- Le pouvoir d'agir dans une société de performance  
JACQUES RHEAUME
- C'est fou la vie, faut pas en faire une maladie !  
MYRIAM LEPAGE LAMAZZI, JIMMY CHABOT
- Politiser les « plaintes » systématiquement dévalorisées par l'institution.  
Entrevue avec Nathalie Morel  
CAROLE YEROCHEWSKI

### BILAN DE LUTTES

- Il était une fois l'arsenic à Rouyn-Noranda...  
ÉMILISE LESSARD-THERRIEN, AVEC LA COLLABORATION DU COMITÉ ARET DE ROUYN-NORANDA

### PARCOURS MILITANT

- Unifier la gauche politique sans esquiver les nécessaires débats !  
Entrevue avec Bernard Rioux  
ANDRÉ FRAPPIER

### CHRONIQUE HISTORIQUE

- 50 ans après le coup d'État de 1973 au Chili : que faudrait-il commémorer ?  
I. La résistance chilienne à Montréal, de 1973 à 1983  
ALEXIS LAFLEUR-PAIEMENT
- II. Le Chili 30 ans plus tard : des mêmes questions de fond  
PATRICK GUILLAUDAT, PIERRE MOUTERDE

### LA GRANDE TRANSITION 2023

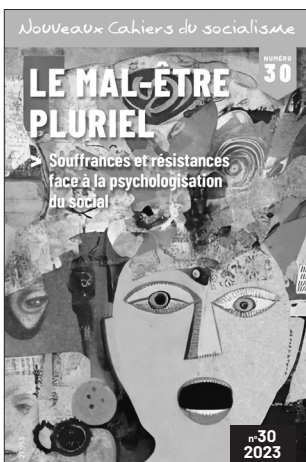
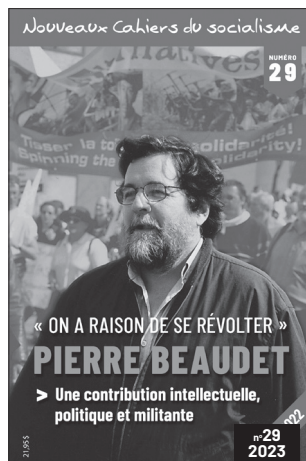
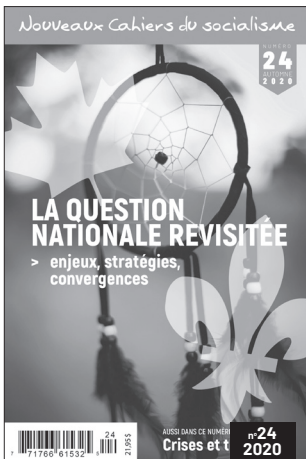
- Palestine : la nécessaire démocratisation pour la libération.  
Entrevue avec Mustafa Barghouti  
ANNE LATENDRESSE
- Redorer ou reverdir : luttes pour l'innovation à Sudbury  
THOMAS CHIASSON-LEBEL

### CONJONCTURE

### PERSPECTIVES

### NOTES DE LECTURE





**Une revue engagée et pluraliste.**

**Deux numéros par année.**

**Site Web avec une couverture  
plus en profondeur des débats de l'heure.**

**Achat et abonnement en version papier ou électronique :  
par Internet ou avec le formulaire de la page suivante.**

**Les NCS sont aussi disponibles sur Érudit depuis 2015.**

**[www.cahiersdusocialisme.org](http://www.cahiersdusocialisme.org)**

Nouveaux Cahiers du socialisme

# ABONNEMENT

2 NUMÉROS PAR ANNÉE

---

	1 AN	2 ANS
Tarif régulier	40 \$	70 \$
Étudiant·e / sans emploi	35 \$	60 \$
International	70 \$	130 \$
Institution	50 \$	90 \$
Soutien	50 \$ et +	100 \$ et +

---

Nom :	
Adresse :	
Ville :	Province :
Pays :	Code postal :
Téléphone (facultatif) :	
Courriel :	
Date :	Abonnement à partir du N° :

Veuillez compléter ce coupon et nous le faire parvenir avec votre paiement (chèque ou mandat postal en dollars canadiens) à l'ordre de :

**Collectif d'analyse politique**  
CP 35062 Fleury, Montréal (Québec) H2C 3K4

Achévé d'imprimer en mars 2024 par les travailleuses et travailleurs  
de l'imprimerie Gauvin, Gatineau, Québec

# L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

## Mythes, dangers, désappropriation et résistances

### Éditorial

- *S'il est minuit dans le siècle*  
Carole Yerochewski, pour le comité de rédaction

### DOSSIER – L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE. MYTHES, DANGERS, DÉSAPPROPRIATION ET RÉSISTANCES

#### Introduction au dossier

- **L'intelligence artificielle. Mythes, dangers, désappropriation et résistances**  
Flavie Achard, Édouard Lavallière, Pierre Mouterde, André Vincent
- **Intelligence artificielle 101**  
André Vincent

#### De quelques bouleversements structurels

- **Penser politiquement les mutations du capitalisme à l'ère de l'intelligence artificielle**  
Maxime Ouellet
- **Vers une théorie globale du capitalisme algorithmique**  
Jonathan Durand Folco, Jonathan Martineau
- **L'intelligence artificielle et les algorithmes : au cœur d'une reconfiguration des relations internationales capitalistes**  
Giuliana Faccioli, Jonathan Martineau
- **L'intelligence artificielle, une puissance médiocre**  
Philippe de Grosbois
- **La privation de monde face à l'accélération technocapitaliste**  
Eric Martin
- **Quelques leçons des féministes marxistes pour penser l'intelligence artificielle autrement**  
Myriam Lavoie-Moore

#### De quelques effets bien concrets

- **Capitalisme de surveillance, intelligence artificielle et droits humains**  
Dominique Peschard
- **L'intelligence artificielle comme lieu de lutte du syndicalisme enseignant**  
Caroline Quesnel, Benoit Lacoursière
- **L'intelligence artificielle et la fonction publique : clarification des enjeux**  
Jérémi Léveillé

- **Les temporalités sociales et l'expérience du temps à l'ère du capitalisme algorithmique**  
Jonathan Martineau

#### De quelques considérations sur l'avenir

- **Dépasser le capitalisme algorithmique par les communs ? Vers un communisme décroissant et technosobre**  
Jonathan Durand Folco

### PARCOURS MILITANT

- **Rachel Bédard, éditrice féministe**  
Entrevue réalisée par Guillaume Tremblay-Boily

### CHRONIQUE HISTORIQUE

- **L'Université ouvrière de Montréal et le féminisme révolutionnaire**  
Mélissa Miller

### BILAN DE LUTTES

- **Grève du secteur public 2023 : mobilisation inspirante et espoir déçu ?**  
Fanny Theurillat-Cloutier

### CONJONCTURE

- **Libérer la parole citoyenne face à une école qui va mal**  
Jean Trudelle
- **Au nom de la transition : utilisation de la crise climatique et hégémonie du capital d'extraction**  
Cynthia Morinville
- **Nommer et combattre un système d'immigration colonialiste et raciste**  
Carole Yerochewski
- **Haïti 2024 : la situation périlleuse d'une aventure démocratique**  
James Darbouze
- **Le Chili, après deux refus des propositions constitutionnelles**  
Sebastian Vielmas

### NOTES DE LECTURE



[www.cahiersdusocialisme.org](http://www.cahiersdusocialisme.org)